

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUIN 1926.

**Projet de loi revisant le tarif des douanes ainsi que certains droits d'accise,
et établissant ou revisant des taxes de consommation.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Pour assurer au Trésor les ressources indispensables en vue du redressement financier qui est à la base du Gouvernement, une contribution importante doit être recherchée du côté des impôts de douane et d'assise.

Une précision est à fournir aussitôt.

Les mesures envisagées doivent être considérées comme revêtant le caractère de dispositions extraordinaires et passagères. Elles sont d'ordre exclusivement fiscal, sans qu'il s'y rattache aucune préoccupation d'accroître la protection qui peut dériver du régime actuel au bénéfice de la production indigène.

Il s'entend aussi que les obligations qui découlent pour l'Union Economique belgo-luxembourgeoise des accords commerciaux conclus avec les pays étrangers demeureront pleinement respectées et qu'ainsi le problème est d'ordre intérieur.

Il n'est aucunement question, d'ailleurs, de modifier la physionomie générale du Tarif des douanes. Comme par le passé, les grandes masses de produits indemnes de droits le resteront. Mais à l'exemple de l'étranger certaines marchandises nouvelles seront imposées tandis que, pour quelques autres, les droits actuels seront majorés. Dans l'ensemble seront opérés surtout des rajustements en rapport avec la tenue de notre devise.

L'analyse des articles du projet de loi éclaireront mieux ces vues générales.

DROITS DE DOUANE.

ARTICLE PREMIER.

Pour répondre au vœu dont l'Administration des douanes était saisie de longue date de la part des associations commerciales et industrielles, comme aussi de la majorité des importateurs, la péréquation qui aboutit au vote de la loi du 8 mai 1924 portant refonte du tarif des douanes, comporta pour un grand nombre d'articles la substitution de droits spécifiques aux droits *ad valorem*. Il était apparu, en effet, que malgré toutes les mesures qui avaient été conçues aux

fin d'assurer la déclaration honnête des valeurs, les sous-évaluations continuaient à se pratiquer sur un grand pied avec la conséquence décevante que, non seulement les intérêts de l'État étaient considérablement frustrés, mais aussi que les déclarants sincères étaient préjudiciés gravement par des concurrents sans scrupules.

Cependant, dès l'origine, on s'était rendu parfaitement compte de ce que, à la différence du droit *ad valorem* qui avait le mérite apparent d'être constamment proportionné au prix des marchandises quelles qu'en fussent les fluctuations, le droit spécifique se trouvait en quelque sorte bloqué.

Aussi bien, pour lui restituer l'incidence voulue dans l'éventualité soit d'une hausse soit d'une baisse sensible des prix, a-t-on eu recours à un moyen de rajustement, c'est-à-dire à l'application de coefficients. Tandis que le droit de base est fixe, le coefficient est variable et intervient ainsi comme régulateur.

L'article 9 de la loi du tarif, qui fut modifié par l'article 2 de la loi du 26 juin suivant et par la loi du 31 janvier 1925, règle l'application des coefficients.

A l'époque on a pu croire que, dans un avenir pas trop éloigné, se produirait une certaine stabilisation. Ainsi s'explique que, tant en ce qui concerne la hauteur des coefficients que les pouvoirs de redressement, des limites aient été indiquées. Seulement le coefficient 6 qui semblait pouvoir constituer un chiffre extrême en mai 1924 — le cours de la livre oscillait alors aux abords de 90 francs — n'est plus suffisant aujourd'hui; cette limite devrait donc disparaître pour que la disposition reprenne sa puissance utile. D'autre part, les délais impartis exigent aux fins de leur prolongation, des recours périodiques au Parlement, procédure à laquelle il semble pouvoir être renoncé puisque les résolutions prises doivent tout de même être soumises aux Chambres, qui, partant, conservent leur droit d'intervention.

D'après ce qui précède, le Gouvernement propose de reviser les dispositions de l'article 9 de la loi précitée du 8 mai 1924, ainsi qu'il résulte des textes qui suivent :

Rédaction actuelle.

ART. 9, § 1^{er}. — Les droits spécifiques sont calculés en appliquant aux quantités les taux de base multipliés par les coefficients dont ceux-ci sont affectés.

§ 2. — Suivant la tenue de valeur des marchandises ou les contingences économiques, le Gouvernement pourra réduire ou supprimer les coefficients de majoration, selon l'espèce ou l'origine des marchandises, sauf la faculté, au besoin, de rétablir ces coefficients, mais dans la limite maxima des taux primitifs.

Toutefois, pendant un délai de trois ans, à compter de la mise en vigueur de la présente loi, le Gouvernement est autorisé à relever les coefficients

Rédaction nouvelle proposée.

ART. 9, § 1^{er}. — Les droits spécifiques sont calculés en appliquant aux quantités les taux de base multipliés par les coefficients dont ceux-ci sont affectés.

§ 2. — Suivant la tenue de valeur des marchandises ou les contingences économiques, le Gouvernement pourra, selon l'espèce ou l'origine des marchandises, affecter d'un coefficient les droits de base qui n'en sont pas touchés et, en ce qui concerne les coefficients existants, les relever ou les réduire.

inscrits dans le tableau des droits, sans que ces coefficients puissent dépasser le chiffre 6.

Inversement et jusqu'au 31 décembre 1926, il pourra aussi, au besoin, sans descendre en dessous du tarif qui était en vigueur avant la présente loi, réduire exceptionnellement les droits spécifiques non affectés d'un coefficient ou le taux des droits *ad valorem*, sauf également la faculté de relever ces droits ou ces taux, mais sans qu'ils puissent dépasser les chiffres primitifs.

Toutes mesures prises en exécution des trois alinéas précédents seront soumises aux Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

Inversement il pourra aussi, au besoin, sans descendre en dessous du tarif qui était en vigueur avant la présente loi, réduire exceptionnellement les droits spécifiques non affectés d'un coefficient ou le taux des droits *ad valorem*, sauf également la faculté de relever ces droits ou ces taux, mais sans qu'ils puissent dépasser les chiffres primitifs.

Toutes mesures prises en exécution des deux alinéas précédents seront soumises aux Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

L'accroissement des recettes à résulter du redressement des coefficients qui serait opéré par application de l'article 9, nouveau, de la loi du 8 mai 1924 peut être évalué *grosso modo* à 100 millions de francs.

(ART. 2.)

L'article 2 indique les changements que le Gouvernement propose d'apporter au tarif des douanes en ce qui concerne le régime de certaines marchandises, soit que ces marchandises fussent jusqu'ici libres de charges, soit que leur taux d'imposition serait majoré.

N° 19 et 117. — Graisses et huiles.

Les modifications proposées sous ces numéros visent à imposer d'un droit de 30 francs aux 100 kilogrammes (10×3) les huiles et graisses de poissons, ainsi que toutes les huiles végétales qui ont subi le traitement de l'*hydrogénation*.

Dans la pratique douanière, ces matières se distinguent très difficilement des huiles de coton hydrogénées, qui seules dans le tarif actuel (ex 117) sont soumises aux droits des huiles raffinées. Les unes et les autres ont d'ailleurs les mêmes usages, et il est rationnel de les soumettre au même régime.

Pour le surplus, on ne modifie pas les droits de base afférents aux divers produits repris sous le n° 117; le coefficient seul qui est actuellement 2, est porté à 3, pour tenir compte de la différence entre les prix actuels et ceux existant au moment de la mise en vigueur du tarif.

On peut estimer à environ 3 millions de francs le surcroît de recettes à résulter annuellement de la modification préconisée.

N° 34 et 627. — Plumes de parure.

Un droit de 5 % *ad valorem* est créé pour les plumes de parure brutes, tombant sous le n° 34, tandis que les droits de 5 et de 10 % *ad valorem* appli-

cables aux articles repris sous les litt. a) et b) du n° 627 sont respectivement portés à 10 et à 20 %.

En tablant sur les importations de l'année 1925, les recettes supplémentaires à escompter seraient d'environ 170,000 francs.

N° 37. — *Éponges.*

Dans le tarif actuel, les éponges *brutes* sont libres à l'entrée, tandis que les éponges *préparées* sont passibles d'un droit spécifique excessivement minime.

On a estimé que ces produits pouvaient supporter, sans inconvénient, les premiers un droit de 10 % et les seconds un droit de 15 % *ad valorem*.

Recette supplémentaire présumée : 350,000 francs.

N° 62. — *Cacao en fèves, même torréfié, mais non broyé, etc.*

Il s'agit ici du cacao brut, que le tarif en vigueur admet librement à l'entrée.

La consommation dans le Royaume en est considérable : pendant l'année 1925, environ 7 millions de kilogrammes pour une valeur de plus de 40 millions de francs.

Cette matière est fortement taxée dans la plupart des pays européens; pour ne citer que la France, celle-ci applique au cacao brut un droit d'entrée de fr. 136.20 les 100 kilogrammes, indépendamment d'une taxe intérieure de fr. 62.40.

Il a paru qu'à l'instar des autres pays, le Trésor belge pouvait trouver ici un accroissement de revenu qui se chiffrerait, à raison du taux proposé de 100 francs les 100 kilogrammes à environ 7 millions de francs, pourvu que les importations se maintinssent au niveau de celles de l'année 1925.

N° 171. — *Sel marin, de saline, sel gemme (chlorure de sodium).*

Eu égard à la forte importation de ce produit, le minime droit de 2 francs les 100 kilogrammes proposé pour le sel brut et l'augmentation prévue pour le sel raffiné (4 francs au lieu de 2 francs), peuvent donner un complément de recettes d'environ 4 millions de francs.

N° 195. — *Huiles minérales.*

Le projet comporte les modifications suivantes au tarif existant :

1° Le droit de 40 francs l'hectolitre est porté à 80 francs pour les « huiles raffinées ou épurées, légères, d'une densité inférieure à 0.78 à 15 degrés centigrades (éthers de pétrole et essences) » ;

2° Création d'un droit de 60 francs (30 francs $\times$ 2) l'hectolitre à l'égard des « huiles raffinées ou épurées, légères, d'une densité de 0.78 à 0.83 à 15 degrés centigrades (pétroles lampantes) » ;

3° Création d'un droit modéré de 10 francs les 100 kilogrammes pour les « huiles lourdes d'une densité de 0.83 ou plus à 15 degrés centigrades, et résidus liquides à 50 degrés centigrades ».

Il s'agit ici de produits de grande consommation qui se trouvent fortement

imposés dans beaucoup de pays, soit par des droits d'entrée, soit par des taxes intérieures.

Le surplus des ressources fiscales à obtenir des modifications proposées peut être estimé ainsi qu'il suit, tenant compte des importations de 1925;

1° Huiles légères d'une densité inférieure à 0.78	fr.	86,000,000
2° Huiles légères d'une densité de 0.78 à 0.83		60,000,000
3° Autres huiles minérales		8,000,000
TOTAL.		fr. 154,000,000

N° 213. — *Extraits de viande.*

Le nouveau droit prévu en ce qui concerne les extraits de viande des litt. a et b 2 (120 francs au lieu de 20 francs et 12 francs) ne correspond qu'à environ 10 % *ad valorem*, ce qui doit être considéré comme une taxe modérée.

Il a paru en outre rationnel, à l'égard des extraits repris sous le litt. b 1, de supprimer le régime de la libre entrée, tout en n'appliquant qu'un droit minime de 50 francs les 100 kilogrammes, attendu que ces produits doivent encore subir diverses manipulations avant d'être livrés au commerce de détail.

Augmentation présumée : 250,000 francs.

N° 244. — *Crème et lait conservés.*

Les produits en question, additionnés de sucre, sont actuellement soumis au droit de 60 francs (30×2) les 100 kilogrammes. La majoration proposée, soit 125 francs (50×2.5) au lieu de 60 francs, se justifie par le fait du changement de régime prévu par le présent projet de loi à l'égard des sucres et des produits sucrés.

Un droit beaucoup plus modéré de 30 francs (12×2.5) paraît devoir être préconisé pour les crèmes et laits conservés non additionnés de sucre, bien qu'il s'agisse dans les deux cas de produits industriels dont la préparation est très développée en Belgique.

Augmentation présumée : 700,000 francs.

N° 273. — *Tourteaux pour l'alimentation du bétail.*

La statistique commerciale pour l'année 1925 renseigne une forte importation d'environ 148 millions de kilogrammes valant plus de 170 millions de francs.

Les droits préconisés, respectivement 12 francs et 10 francs pour les deux littéras de la position, bien que n'atteignant qu'environ l'incidence de 10 % *ad valorem*, produiraient une recette fiscale de plus de 17 millions de francs.

N° 384. — *Glycérine raffinée ou distillée.*

Ce produit, jusqu'ici libre à l'entrée, peut supporter un léger droit spécifique (40 francs les 100 kilogrammes correspondant à moins de 5 % *ad valorem*) au même titre que beaucoup d'autres articles figurant dans la section V du tarif.

Augmentation présumée : 720,000 francs.

N° 458. — *Huiles et graisses animales ou végétales
et acides gras, saponifiés, etc.*

Simple modification du libellé de la position opérée en vue d'éviter le retour des divergences d'interprétation qui se sont produites dans la pratique. On a aussi adopté le coefficient (6 au lieu de 3) aux valeurs actuelles.

Augmentation présumée : 40,000 francs.

N°s 499 à 505, 507 à 511. — *Broderies, dentelles, passementeries,
rubans et tissus, en soie ou partiellement en soie.*

Les divers articles en soie ou partiellement en soie tombant sous ces numéros sont passibles, d'après le tarif en vigueur, des droits de 5, de 15 ou de 20 % *ad valorem*.

On propose de porter ces taux respectivement à 10, 20 ou 25 % *ad valorem*, soit une majoration générale de 5 % pour tous les articles.

La valeur globale des importations relatives aux tissus de soie en question s'élève, en 1925, à la somme considérable de 170 millions de francs.

Si les importations restent au même niveau, on pourrait prévoir, du chef de la majoration préconisée, un supplément de recettes de 8,500,000 francs.

N° 525. — *Tapisseries de laine.*

Articles essentiellement de luxe, pour lesquels le droit actuel de 25 % est porté à 30 % *ad valorem*.

Compléments de recettes : 10,000 francs.

N°s 611, 612, 616 et 632. — *Vêtements pour hommes et pour femmes,
chapeaux pour femmes, articles cousus ou confectionnés en tissus ou textiles.*

Le droit de 15 % actuellement applicable à ces articles est porté à 20 %.

Les droits prévus pour les tissus non confectionnés autres qu'en soie doivent correspondre normalement à environ 15 % *ad valorem*; il est donc rationnel que les produits fabriqués en ces tissus soient imposés à un taux plus élevé.

Les objets visés par l'augmentation sont, en règle générale, des articles autres qu'ordinaires et qui peuvent supporter un droit de 20 % *ad valorem*.

Supplément de recettes présumé : 1,200,000 francs.

N°s 683, 684, 718 et 1019b. — *Cannes, fouets, etc., pipes, fume-cigares, etc.,
tabletterie de caoutchouc durci; articles pour la parure.*

Les droits actuels de 15 ou de 20 % *ad valorem* sont portés respectivement à 20 et 25 %.

La nature même et la destination des objets visés justifient l'augmentation dont il s'agit.

On peut prévoir une recette supplémentaire de 675,000 francs.

N^{os} 721 et 864. — *Ouvrages en caoutchouc et objets en verre, non dénommés.*

Actuellement imposés à 10 % *ad valorem*, ces objets peuvent parfaitement supporter le taux de 15 %, au même titre que beaucoup de produits fabriqués taxés d'après cette dernière base par notre tarif douanier.

Augmentation présumée : 250,000 francs.

N^{os} 852 et 853. — *Perles en verre et autres vitrifications en grains percés, etc.; pierres à bijoux, etc., non montées.*

On rencontre ici des articles qui sont imposés, de longue date, à raison de 5 % *ad valorem*.

On propose de porter ce droit au taux encore très modéré de 10 %.

Augmentation présumée : 90,000 francs.

N° 1057b. — *Batteuses mécaniques, etc.*

Le projet ne modifie pas le droit actuellement applicable; il se borne à apporter une légère modification au texte figurant dans le tarif, ceci en vue de mettre fin à certaines divergences d'interprétation qui se sont produites dans la pratique.

N^{os} 1111 à 1113, 1115, 1122. — *Horloges et pendules; réveils; régulateurs de précision.*

Droit de 15 % porté à 20 % *ad valorem*.

De cette augmentation on peut escompter un supplément de recettes d'environ 400,000 francs.

N^{os} 1164, 1165, 1166, 1197. — *Ouvrages en os, en corne, en fanons de baleine, articles de bimbeloterie et de tabletterie, etc.*

Ces diverses rubriques comprennent beaucoup de petits articles ou des articles de fantaisie pouvant supporter aisément le droit de 20 % au lieu de celui de 15 % inscrit dans le tarif en vigueur.

On estime la recette supplémentaire à 400,000 francs.

N° 1173. — *Articles divers en celluloïd.*

Les modifications proposées sous ce numéro comprennent :

1° D'une part, la suppression du droit de 5 % afférent au celluloïd « en masses ou en plaques, feuilles, baguettes ou tubes, non polis ni autrement ouvrés ». Cette suppression est proposée dans l'intérêt de nos fabricants d'objets en celluloïd, qui doivent nécessairement faire venir de l'étranger la matière première en question;

2° D'autre part, l'augmentation de 5 à 10 % et de 15 à 20 % des droits prévus au tarif en vigueur respectivement pour les « ébauches d'objets visiblement

destinées à être ultérieurement ouvrées », et pour « les ouvrages non dénommés ni compris ailleurs ».

Les nouveaux taux proposés ici sont en corrélation avec les droits inscrits au tarif pour des articles similaires.

Augmentation présumée : 250,000 francs.

DROITS D'ACCISE.

Bières.

(ART. 3.)

Le droit d'accise sur les bières s'élève actuellement à 40 centimes par kilogramme de farine déclaré. Ce taux, qui a été fixé par la loi récente du 31 décembre 1923, ne représente encore qu'une charge fiscale modérée; en effet, pour une bière de bonne qualité, il correspond à environ 6 centimes par litre, soit 2 centimes par verre.

Dans les autres pays producteurs de bières, l'impôt est beaucoup plus élevé. Ainsi, en Angleterre, le droit, exprimé en monnaie belge, n'est pas inférieur à fr. 3,70 par litre; en Hollande, il s'élève à 56 centimes par litre, en Allemagne, à 40 centimes.

A suivre ces exemples, on serait fondé à porter très haut le taux applicable en Belgique. Le Gouvernement ne propose cependant que de tripler le taux actuel, ce qui porterait la charge à la somme encore modique de 13 centimes par litre.

Signalons que dans notre régime fiscal, le droit est établi sur la matière première et non sur le litrage, d'où la conséquence que les bières légères paient un impôt plus réduit que les bières denses.

La mesure proposée procurerait au Trésor une recette complémentaire de 120 millions de francs.

Sucres et glucoses.

(ART. 4 et 5.)

Le droit d'accise sur les sucres fabriqués dans le pays avait été fixé, par la loi du 21 août 1903, à 20 francs par 100 kilogrammes.

Jusqu'en 1913, ce droit répondait à environ 35 % du prix de vente du produit; d'autre part, les recettes sur les sucres et les glucoses correspondaient à 18 % du total des recettes d'accise et à 7 % du total des recettes d'impôt.

En 1922, ces rapports étaient tombés respectivement à 10 %, à 11 % et à 2 %, alors que les charges du Budget s'étaient considérablement accrues. D'où la première revision opérée par la loi du 6 février 1923, qui porta le droit de 20 francs à 40 francs par 100 kilogrammes.

Actuellement le quantum de ce droit n'atteint pas encore la moitié de celui d'avant guerre, ce qui en souligne l'extrême modération. Par ailleurs, ainsi qu'il ressort des nombres-indices, le prix du sucre a subi une progression d'environ 500 %, tandis que la marge du droit n'a varié que du simple au double.

Un nouveau rajustement est donc pleinement justifié. Dans cet esprit, il est proposé par l'article 4 du projet de fixer le droit de 60 francs par 100 kilogrammes.

A noter que le taux du droit s'élève en Allemagne à 50 marks-or, soit au cours actuel, environ 375 francs par 100 kilogrammes; en Hollande, il correspond à 160 francs par 100 kilogrammes. En France, il ne s'élève, il est vrai, qu'à 50 francs par 100 kilogrammes, mais l'État y perçoit en surcroît des taxes de raffinage, de surveillance et autres redevances.

L'adoption du taux de 60 francs par 100 kilogrammes donnerait au Trésor une recette complémentaire de 20,000,000 de francs.

Actuellement décharge entière des droits est accordée pour les sucres utilisés à la fabrication des confitures, des conserves de légumes, du lait condensé et de la farine lactée. Bien que le Gouvernement, en vertu des pouvoirs qui lui sont dévolus, soit autorisé à modifier ce régime sans recourir à la Législature, il ne veut pas laisser ignorer que cette décharge ne sera pas maintenue dans son intégralité. Limitée par exemple à 50 p. c., les produits visés bénéficieront encore d'un traitement favorable.

Comme corollaire de l'augmentation du droit sur les sucres, il convient de modifier dans les mêmes proportions, l'accise sur les *glucoses* qui sont des sucres de fécules ou sucres non cristallisables (art. 5 du projet).

Boissons fermentées provenant de fruits frais ou secs, de sucre et d'eau.

(ART. 6).

Il s'agit ici des boissons vulgairement dénommées « vins de fruits » et qui sont soumises par la loi du 31 mars 1921 à un droit de 1 franc par hectolitre et par degré. Ainsi, un litre de ces produits à 14° paie aujourd'hui 14 centimes d'impôt.

Là aussi un rajustement s'impose. D'après le projet, le taux précité sera triplé, ce qui est en meilleure harmonie avec les charges que supporteront d'autres boissons similaires.

Rendement supplémentaire présumé : 1,000,000 de francs.

Le nouveau texte ne vise plus, comme l'ancien, les fruits frais exclusivement, mais tous les fruits, frais et secs.

Cette modification est justifiée par la considération que beaucoup de fabricants ajoutent à leurs fruits frais une certaine quantité de fruits secs et qu'un régime uniforme est, dès lors, rationnel.

Comme corollaire, il y a lieu d'abroger la loi du 18 juin 1883 sur les vins de fruits secs, loi dont les dispositions sont devenues surannées.

D'autre part, les prescriptions du § 2 de l'article 6 ont pour but de combler une lacune dans les sanctions que prévoit la susdite loi du 31 mars 1921.

Tabac.

(ART. 7.)

Bien que le barème des droits proportionnels de consommation sur les abacs fabriqués (droit de bandelettes) ait été remanié récemment — loi du 31 décembre 1925 — le Gouvernement est amené à proposer une nouvelle revision de ce barème.

Déjà, en 1924, la Commission pour le relèvement du change avait suggéré de doubler tous les droits — spécifiques et proportionnels sur les tabacs. Jusqu'ici cependant, il n'a été opéré qu'un rajustement très relatif — celui réalisé par la loi précitée du 31 décembre 1925 — et qui n'est mis en vigueur que depuis le 1^{er} avril dernier. Encore ce rajustement ne porte-t-il principalement que sur les catégories de luxe; d'autre part, en raison de la crise qui sévissait en 1925 dans l'industrie cigarière, le barème des cigares n'a même pas été majoré.

L'usage du tabac ne répond point à un besoin absolu. Les statistiques révèlent que cet usage loin de se restreindre, a plutôt des tendances à s'étendre. Les quelques chiffres ci-après en témoignent :

ANNÉES.	Quantités approximatives totales de tabac consommé.	Valeur estimative de ces tabacs.	Rendement total de l'impôt.
—	Kilogr.	Francs.	Francs.
1922. . .	16,000,000	400,000,000	81,000,000
1923. . .	20,000,000	625,000,000	96,000,000
1924. . .	24,000,000	800,000,000	108,000,000
1925. . .	25,000,000	1,050,000,000	108,000,000

Il est rationnel de faire peser sur la consommation d'une quantité de tabac valant au delà de un milliard de francs une charge plus forte que celle prévue par la dernière loi.

Voici les taux du barème :

- a) existant en 1924;
- b) établis par la loi du 31 décembre 1925;
- c) proposés par le nouveau projet.

Nature des produits.	Taux		
	en 1924.	sous le régime actuel.	sous le régime proposé.
Cigares	5 à 14 %.	5 à 12 %.	10 à 20 %.
Cigarillos	4 à 15 %.	5 à 10 %.	8 à 18 %.
Cigarettes	5 à 15 %.	10 à 28 %.	10 à 30 %.
Tabac à fumer . . .	8 à 10 %.	10 à 18 %.	10 à 20 %.
Tabac à priser . . .	0.50 le kil. }		
Tabac à mâcher . . .	0.50 le kil.	0.50 le kil.	0.50 le kil.
Rendement du droit proportionnel de consommation . .	65,000,000	80,000,000 (présumé)	105,000,000 (présumé)

Pour faciliter l'application du droit, le Ministre des Finances serait autorisé à

déterminer les catégories du barème et à fixer, pour chacune d'elles, le taux applicable dans les limites fixées par la loi. Des pouvoirs dans ce sens ont déjà été conférés par l'article 4 de la loi du 31 décembre 1925.

TAXES SPÉCIALES DE CONSOMMATION.

Boissons fermentées mousseuses.

ART. 8.

La taxe spéciale de consommation sur les boissons fermentées mousseuses s'élève à 12 % du prix de vente au détail. Ces produits, dont la plupart sont les vins de Champagne ou des produits vendus comme tels, constituent des articles somptuaires qui, dans les circonstances actuelles, peuvent supporter une charge fiscale plus lourde ; soit 20 % du prix ci-dessus.

Le relèvement proposé donnerait un complément de recettes de 6 millions de francs.

Eaux minérales, etc.

ART. 9.

Le taux de 5 centimes au litre, fixé par la loi du 31 décembre 1925, doit être triplé pour rester en harmonie avec celui qui résultera de la majoration proposée en ce qui concerne les bières (art. 3 du projet).

Recettes complémentaires envisagées : 6,000,000 de francs.

Eaux-de-vie.

(ART. 10.)

Les eaux-de-vie importées de l'étranger sont passibles actuellement d'un droit d'entrée de 15 francs par litre, base 50 degrés ; celles fabriquées dans le pays, d'un droit d'accise de fr. 13.50, même titrage.

En dehors de ces droits, il est perçu, sur la vente des boissons spiritueuses, une taxe de luxe de 12 %.

L'expérience a démontré qu'il serait d'ordre pratique de remplacer la taxe de luxe par une taxe de consommation perçue à la base même, c'est-à-dire lors de l'entrée des alcools dans le pays ou lors de la sortie de ces produits de la distillerie. Une telle réforme aurait le double avantage d'accroître les garanties du contrôle et de simplifier la tenue des écritures, tant pour les redevables que pour les agents de l'Administration.

Le taux de la taxe spéciale proposée à l'article 10 et qui s'élèverait à 4 francs par litre d'alcool à 50°, est conçu de façon à procurer au Trésor des recettes dépassant de 20 millions de francs le produit présumé de la taxe de luxe.

Ce complément de recettes peut-il être réclamé sur un produit qui supporte déjà une charge notable ? Le Gouvernement se prononce pour l'affirmative, car si le taux de fr. 13.50 par litre, établi en 1924, apparaissait alors comme élevé, il ne constituait en réalité que le rajustement de celui de 8 francs fixé antérieurement. Aujourd'hui un nouveau complément se justifie, sous la forme d'une

taxe de consommation semblable d'ailleurs à celle qui fut perçue au profit du fonds spécial des communes de 1912 à 1924.

Les §§ 4 et 5 de l'article 10 accordent au Ministre des Finances certains pouvoirs permettant de renforcer le contrôle sur les mouvements illicites d'alcools. Les mesures prévues sont appliquées en fait depuis plusieurs années; mais il a paru sage de leur donner un soutènement légal pour qu'elles soient à l'abri de contestations.

Vins non mousseux.

(ART. 11).

Les boissons fermentées *mousseuses* étant passibles, en dehors du droit d'entrée de 360 francs l'hectolitre ou du droit d'accise de 40 francs l'hectolitre, d'une taxe spéciale de consommation qui, d'après l'article 8 du projet de loi, s'élèverait à 20 % du prix de vente au détail, il se recommande de soumettre aussi les vins *non mousseux* et les boissons y assimilées à une charge plus élevée que celle relativement modique qui dérive du simple droit d'entrée.

Pour ces boissons, serait établie aussi une taxe de consommation *ad valorem*, dont le taux s'élèverait à 15 %.

Tomberaient sous l'application de cette taxe, non seulement les vins étrangers non mousseux mais aussi les boissons fermentées appelées « vins de fruits » — voir l'article 6 — et dont la fabrication a pris depuis quelque temps un assez grand développement.

Le rendement procuré par la susdite taxe peut être estimé à 31 millions de francs.

Dispositions communes aux droits d'accise et aux taxes de consommation.

(ART. 12 à 14.)

L'article 12 a pour but de combler une lacune existant dans le contrôle exercé en matière de droits d'accise et de taxes spéciales de consommation. Il tend à donner aux agents de l'Administration des douanes et accises — qui seraient spécialement habilités à cette fin par le Ministre des Finances — le droit de se faire produire tous documents de comptabilité des redevables et ce aux fins d'y puiser les renseignements nécessaires en vue de la recherche de la fraude.

Des pouvoirs similaires ont été donnés en matière de taxe de transmission, de taxe de luxe, etc. (Loi du 2 janvier 1926.)

L'article 13 a pour but d'attribuer au Ministre des Finances le droit de régler et de modifier éventuellement le système de surveillance des établissements ou usines dont les produits sont soumis à un droit d'accise ou à une taxe spéciale de consommation.

Enfin, l'article 14 s'inspire des mêmes principes que ceux qui ont dicté les dispositions de l'article 9 de la loi du 8 mai 1924 se rapportant au Tarif des douanes.

Il confère au Gouvernement le pouvoir de rajuster les droits d'accise et les taxes spéciales de consommation — tant anciens que nouveaux — selon les fluctuations de notre devise ou les changements qui pourraient intervenir dans les conditions économiques du pays.

Dispositions transitoires.

(Art. 15.)

L'article 15 du projet contient des dispositions tendant à soumettre certains produits se trouvant sous le régime de la consommation aux droits nouveaux, sous déduction des droits qui auraient été acquittés déjà.

En proposant ces mesures, le Gouvernement a le souci de prévenir que certains gros détenteurs de marchandises ne réalisent, à leur profit personnel, d'énormes bénéfices et ce au détriment de l'État, voire aussi de leurs confrères qui n'ont pas les mêmes disponibilités financières.

TAXE D'ENTREPOT.

(Art. 16.)

L'article 16 dispose qu'il peut être mis à charge des concessionnaires d'entrepôts fictifs, en compensation des frais d'administration et de surveillance, une taxe spéciale au profit de l'État, dont le tarif est fixé par le Ministre des Finances.

Alors que pour l'ouverture des entrepôts particuliers il est exigé une taxe actuellement fixée à 24 francs par jour, sans qu'elle puisse dépasser annuellement 6,000 francs par entrepôt, les concessions d'entrepôts fictifs sont restées jusqu'ici indemnes de toute redevance.

Il y a là une correction à faire car les entrepôts fictifs qui, jadis étaient assez peu nombreux, se sont considérablement multipliés et les nouvelles mesures fiscales envisagées auront pour effet d'en susciter encore largement l'extension.

Or, le régime de l'entrepôt fictif comporte pour l'État des dépenses d'administration et de surveillance. Il serait dès lors simplement équitable que le Trésor en fut défrayé par ceux-là mêmes auxquels les concessions profitent.

MISE A EXÉCUTION DE LA LOI.

(Art. 17.)

L'article 17 rend applicable, à partir du 2 juin quelques droits et taxes à propos desquels la spéculation serait particulièrement à craindre.

La date de la mise en vigueur des autres dispositions serait, selon l'usage, fixée par Arrêté royal.

Il est possible que les dispositions prises par la présente loi produisent, dans le domaine économique, des répercussions inattendues et préjudiciables qu'il importerait de faire disparaître ou d'atténuer dans l'intérêt du commerce et de l'industrie. Il importe que le Gouvernement dispose, dans cet ordre d'idées, de certains pouvoirs exceptionnels d'amendements. C'est l'objet de l'article 17 du projet.

*
* *

Au total, les recettes complémentaires pour une année entière, par grandes tranches, seraient à supputer comme suit :

<i>Douanes.</i>	Rajustement de coefficients . . . fr.	100,000,000	} 299,000,000
	Impositions nouvelles	199,000,000	
<i>Accises.</i>	Bières	120,000,000	} 167,000,000
	Sucres et glucoses	21,000,000	
	Boissons fermentées	1,000,000	
	Tabac	25,000,000	
<i>Taxes de consommation.</i>	Vins mousseux	6,000,000	} 63,000,000
	Eaux minérales	6,000,000	
	Alcools	20,000,000	
	Vins	31,000,000	
ENSEMBLE. . . fr.		529,000,000	

Il s'agit là, sans nul doute, d'une nouvelle contribution très importante. Cependant le Gouvernement a la confiance que les Chambres voudront bien réserver un vote favorable au projet, que la Nation de son côté acceptera ces sacrifices avec la stoïque fermeté dont elle a toujours fait preuve dans les circonstances difficiles, et qu'ainsi pourra être poursuivi, dans l'intérêt supérieur du Pays, un redressement financier qui est d'ordre vital pour sa prospérité et son avenir.

Le Ministre des Finances et des Colonies,

HOUTART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JUNI 1926.

Ontwerp van wet tot wijziging van het Toltarief alsook van sommige accijnsrechten, en tot vestiging of wijziging der verbruikstaxes.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Om aan de Schatkist de onmisbare inkomsten te verzekeren met het oog op de geldelijke verheffing welke ten grondslag ligt aan het programma der Regeering, dient een belangrijke bijdrage worden gezocht op gebied der tol- en accijnsrechten.

Nadere inlichtingen dienen dadelijk verstrekt.

De beschouwde maatregelen dienen aanzien als buitengewoon en voorbijgaand. Zij zijn uitsluitend van fiscaal aard, zonder dat daaraan eenige bezorgheid verbonden is om de bescherming te verscherpen, welke ten voordeele van de inheemsche voortbrengst, uit het actueel regime kan voortspruiten.

Nel te verstaan dienen de verplichtingen, welke voor het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond voortvloeien uit de handelsovereenkomsten, gesloten met de vreemde landen, geheel geëerbiedigd blijven, en dat aldus het vraagstuk van inwendigen aard is.

Er is trouwens in 't geheel geen spraak van het algemeen uitzicht van het Toltarief te wijzigen. Zooals vroeger zal de groote massa der producten die thans vrij van rechten zijn, zulks blijven. Maar in navolging van het buitenland, zullen sommige nieuwe waren belast worden, terwijl voor sommige andere de huidige rechten zullen vermeerderd worden. In het geheel zullen vooral heraanpassingen gedaan worden in verband met den stand van ons geld.

De ontleding der artikelen van het ontwerp van wet zullen dit algemeen overzicht beter toelichten.

TOLRECHTEN.

EERSTE ARTIKEL.

Om te gemoet te komen aan den wensch, sedert lang door de handels- en nijverheidsverenigingen, alsook door het meerendeel der invoerders, voorgedragen aan het Beheer der douanen, behelsde de herziening welke geleid heeft tot de wet van 8 Mei 1924 houdende omwerking van het tolltarief, voor een groot aantal artikelen, de vervanging van rechten *ad valorem* door specifieke rechten. Het bleek inderdaad, dat ondanks al de maatregelen welke getroffen werden ten

einde de eerlijke aangifte der waarde te verzekeren, de onderschattingen zich nog altijd op grooten voet voordeden met het teleurstellend gevolg dat, niet alleen 's Staats belangen bedenkelijk in het gedrang raakten, maar ook dat de rechtschappen aangevers sterk benadeeld werden door gewetenlooze mededingers.

Van de beginne af, was het nochtans volkomen duidelijk dat het specifiek recht, in tegenstelling met het recht *ad valorem*, hetwelk het schijnbaar voordeel had steeds gelijken tred te houden met den prijs der goederen er ongeacht de schommelingen daarvan, eenigermate aan banden lag.

Ook heeft men, om aan dat specifiek recht, in geval van merkelijke daling of stijging der prijzen, den gewenschten belastingdruk te behouden, de toevlucht genomen tot een middel van heraanpassing, 't is te zeggen tot het toepassen van coëfficiënten. Terwijl het grondslagrecht vast is, is het coëfficiënt veranderlijk en dient aldus tot regelaar.

Artikel 9 der tariefwet gewijzigd bij artikel 2 der wet van 26 Juni daaropvolgende, en bij de wet van 31 Januari 1925, regelt de toepassing der coëfficiënten.

Eertijds heeft men kunnen gelooven, dat binnen afzienbarentijd zekere stabiliseering zou intreden, zoo verklaart het zich dat grenzen werden getrokken zoowel voor het bedrag der coëfficiënten, als voor de bevoegdheid tot heraanpassing. Doch de coëfficiënt 6, die het uiterste getal scheen bereikt te hebben in Mei 1924 — de wisselkoers van het pond schommelde dan rond 90 frank — is heden niet voldoende meer; deze grens zou dus moeten verdwijnen opdat de bepaling haar nuttige kracht herneme. Anderzijds dient, met het oog op de verlenging van de toegewezen termijnen, periodisch toevlucht genomen tot het Parlement, handelwijze waarvan men schijnt te kunnen afzien daar de genomen beslissingen toch moeten onderworpen worden aan de Kamers die, bijgevolg, haar recht van tusschenkomst behouden.

Volgens het voorgaande, stelt de Regeering voor, de bepalingen van artikel 9 der gemelde wet van 8 Mei 1924, te herzien zooals het blijkt uit de hierna volgende teksten :

Huidige tekst.

ART. 9, § 1. — De specifieke rechten worden berekend door de grondslag-rechten, vermenigvuldigd met de daar aan verbonden coëfficiënten, op de hoeveelheden toe te passen.

§ 2. — De Regeering mag volgens den waardestand der goederen of volgens de economische gebeurlijkheden, de coëfficiënten van verhooging lager stellen of afschaffen naar gelang de soort of den oorsprong der goederen, behoudens de bevoegdheid deze coëfficiënten desnoods te herstellen, doch slechts binnen de maximagrens der primitieve bedragen.

Nochtans is, gedurende een tijdperk van drie jaren, dat het van kracht worden dezer wet ingaat, de Regeering

Nieuwe voorgestelde tekst.

ART. 9, § 1. — De specifieke rechten worden berekend door de grondslag-rechten, vermenigvuldigd met de daar aan verbonden coëfficiënten, op de hoeveelheden toe te passen.

Volgens den waardestand der goederen of volgens de economische gebeurlijkheden, mag de Regeering naar gelang de soort of den oorsprong der goederen, een coëfficiënt vestigen op de grondslag-rechten die er niet mede bezwaard zijn, en de bestaande coëfficiënten verhoogen of verlagen.

gemachtigd tot opvoeren van de coëfficiënten in de tabel der rechten vermeld, doch zonder dat die coëfficiënten het cijfer 6 mogen overtreffen.

Omgekeerd en tot 31 December 1926 mag zij ook, desnoods, zonder lager te dalen dan het tarief dat vóór deze wet van kracht was, de niet met een coëfficiënt bezwaarde specifieke rechten of de bedragen der rechten *ad valorem*, bij uitzondering verminderen, insgelijks behoudens de bevoegdheid die rechten of die bedragen op te voeren, doch zonder dat zij de primitieve cijfers mogen overtreffen.

Alle maatregelen, ter uitvoering van de drie vorige alinea's genomen, moeten aan de Kamers onderworpen worden, dadelijk indien zij vereenigd zijn en, zoo niet, in hun eerstvolgend zittijd.

Omgekeerd mag zij ook, desnoods zonder lager te dalen dan het tarief dat vóór deze wet van kracht was, de niet met een coëfficiënt bezwaarde specifieke rechten of de bedragen der rechten *ad valorem*, bij uitzondering verminderen, insgelijks behoudens de bevoegdheid die rechten of die bedragen op te voeren, doch zonder dat zij de primitieve cijfers mogen overtreffen.

Alle maatregelen ter uitvoering van de twee vorige alinea's genomen, moeten aan de Kamers onderworpen worden, dadelijk indien zij vereenigd zijn of anders tijdens hun eerstvolgenden zittijd.

De aanwas der inkomsten voort te spruiten uit de verheffing der coëfficiënten, welke zou geschieden bij toepassing van het nieuwe artikel 9 der wet van 8 Mei 1924, mag *grosso modo* geschat worden op 100 miljoen frank.

ART. 2.

Artikel 2 duidt de veranderingen aan welke de Regeering voorstelt aan het Toltarief toe te brengen wat het regime betreft van sommige goederen, 't zij deze goederen tot hiertoe vrij van lasten waren, 't zij hun belastingbedrag verhoogd zou worden.

N° 19 en 117. — *Vetten en Oliën.*

De wijzigingen voorgesteld onder deze nummers beoogen de oliën en vetten van visschen, alsook al de plantaardige oliën welke de bewerking van *hydro-geneering* ondergaan hebben, met een recht van 30 frank per 100 kilogram (10 frank $\times$ 3) te belasten.

In het Tolpraktijk zijn deze stoffen moeilijk te onderscheiden van de gehydrogeneerde katoenolie, welke, in het huidig tarief (ex 117) alleen onderworpen zijn aan de rechten der gefaffineerde oliën. De eene en de andere dienen trouwens tot dezelfde doeleinden, en het is regelmatig ze aan hetzelfde regime te onderwerpen.

Bovendien wijzigt men de grondslagrechten niet op de verscheiden producten ingedeeld onder n° 117; het coëfficiënt alleen dat thans 2 is, wordt op 3 gebracht om rekening te houden met het verschil tusschen de huidige prijzen en deze bestaande bij het in werking treden van het tarief.

De vermeerdering der inkomsten jaarlijks voort te spruiten uit de vooropgestelde wijziging mag geschat worden op ongeveer 3 miljoen frank.

N^o 34 en 627. — *Sierpluimen.*

Een recht van 5 t. h. *ad valorem* wordt ingesteld op de ruwe sierpluimen, ingedeeld onder n^o 34, terwijl de rechten van 5 en van 10 t. h. *ad valorem*, toepasselijk op de artikelen opgenomen onder litt. a) en b) van n^o 627, onderscheidenlijk gebracht worden op 10 en 20 t. h.

Stennende op de invoeren van het jaar 1925, zouden de vermoede bijkomende inkomsten ongeveer 170,000 frank beloopen.

N^o 37. — *Sponsen.*

In het huidig tarief worden de *ruwe* sponsen vrij ingevoerd, terwijl de *toebereide* sponsen onderworpen zijn aan een uiterst klein specifiek recht.

Men heeft geacht dat deze producten, zonder bezwaar, een recht konden dragen, de eerste van 10 t. h. en de tweede van 15 t. h. *ad valorem*.

Vermoede bijkomende inkomst : 350,000 frank.

N^o 62. — *Cacao in boonen, zelfs gebrand, maar niet geplet, enz.*

Het geldt hier ruwe cacao welke het huidig tarief bij den invoer vrij toelaat.

Het verbruik ervan in het Koninkrijk is aanzienlijk : tijdens het jaar 1925, ongeveer 7,000,000 kilogram voor een waarde van meer dan 40,000,000 frank.

Deze stof is hoog belast in het meerendeel der Europeesche landen; om enkel over Frankrijk te spreken, dit land belast de ruwe cacao met een invoer recht van fr. 136.20 per 100 kilogram, onafhankelijk van een binnenlandsche taxe van fr. 62.40.

Het is gebleken dat in navolging der andere landen, de Belgische Schatkist hier een verhooging van inkomsten kan vinden welke, tegen het voorgesteld bedrag van 100 frank per 100 kilogram, ongeveer 7 miljoen frank zou belooopen, zoo de invoer dezelfde belangrijkheid blijft houden als in het jaar 1925.

N^o 171. — *Zee-, saline-, steenzout (natriumchloride).*

Uit aanmerking van den aanzienlijken invoer van dit product kunnen het klein recht van 2 frank de 100 kilogram voorgesteld voor het ruw zout en de verhooging voorzien voor het geraffineerd zout (4 frank in stede van 2 frank) eene bijkomende ontvangst geven van 4 miljoen frank.

N^o 195. — *Minerale oliën.*

Het ontwerp behelst volgende wijzigingen in het bestaande tarief :

1^o Het recht van 40 frank per hectoliter wordt opgevoerd tot 80 frank voor de « geraffineerde of gezuiverde oliën, lichte, met een dichtheid van minder dan 0,78 aan 15 graden centigraad (petroleumether en essences) » ;

2^o Instelling van een recht van 60 frank (30×2) per hectoliter ten opzichte van « geraffineerde of gezuiverde oliën, lichte, met eene dichtheid van 0.78 tot 0,83 aan 15 graden centigraad (lamppetroleum) » ;

3^o Instelling van een gematigd recht van 10 frank de 100 kilogram voor de « zware oliën met eene dichtheid van 0.83 of meer aan 15 graden centigraad, en vloeibare overblijfsels, van 15 graden centigraad ».

Het geldt hier producten, waarvan groot verbruik wordt gemaakt, welke in vele landen zwaar belast zijn, 't zij met invoerrechten, 't zij met binnenlandsche taxes.

Het overige der fiscale middelen te bekomen van de voorgestelde wijzigingen kan, als volgt, geraamd worden, door rekening te houden met de invoeren van 1925 :

1° Lichte oliën met eene dichtheid van minder dan 0.78	fr. 86,000,000
2° Lichte oliën met eene dichtheid van 0.78 tot 0.83	60,000,000
3° Andere minerale oliën	8,000,000
TOTAAL.	fr. 154,000,000

N° 215. — *Vleesch-extracten.*

Het nieuw recht voorzien voor de vleesch-extracten van litt. *a* en *b*, 2 (120 frank in stede van 20 frank en 12) komt slechts overeen met ongeveer 10 t. h. *ad valorem*, wat als eene gematigde taxe moet aanzien worden.

Daarenboven heeft het redematig gebleken, ten opzichte der extracten van litt. *b*), 1, het regime van vrijen invoer af te schaffen, maar ze toch slechts met een klein recht van 50 frank de 100 kilogram te belasten, aangezien die producten nog verscheidene bewerkingen moeten ondergaan alvorens aan den kleinhandel geleverd te worden.

Vermoedelijke verhooging : 250,000 frank.

N° 244. — *Verduurzaamde room en melk.*

Bewuste producten, met toevoeging van *suiker*, zijn thans onderworpen aan het recht van 60 frank (fr. 30×2) de 100 kilogrammen. De voorgestelde verhooging, 't zij 125 frank (50×2.5) in stede van 60, wordt gerechtvaardigd door het veranderen van regime voorzien bij dit wetsontwerp ten opzichte van suiker en gesuikerde producten.

Een veel meer gemachtigd recht 30 frank (12×2.5) schijnt te moeten aangeraden worden voor de verduurzaamde room en melk zonder toevoeging van suiker, alhoewel het in de twee gevallen nijverheidsproducten geldt, welker toebereiding in België zeer verbreid is.

Vermoedelijke verhooging : 700,000 frank.

N° 273. — *Raapkoeken voor de voeding van het vee.*

De handelsstatistiek voor het jaar 1925 stelt een grooten invoer vast van ongeveer 148,000,000 kilogram van meer dan 170 millioen frank waarde.

Alhoewel de rechten voorgesteld voor de twee litteras van den post, onderscheidenlijk 12 en 10 frank, maar nagenoeg den druk van 10 t. h. *ad valorem* bereiken, zouden een fiscaal inkomen van meer dan 17 millioen frank verschaffen.

N° 384. — *Gezuiverde of gedistilleerde glycerine.*

Dit product, tot hiertoe vrij bij den invoer, kan een licht specifiek recht

dragen (40 frank de 100 kilogram, overeenstemmend met minder dan 5 t. h. *ad valorem*) ten zelfden titel als vele andere artikelen in de sectie V van het Tarief begrepen.

Vermoedelijke verhooging : 720,000 frank.

N^o 458. — *Dierlijke of plantachtige oliën of vetten en vette zuren, verzeept, enz.*

Eenvoudige wijziging van de opstelling van den post, gedaan om voortaan de tegenstrijdige opvattingen te voorkomen welke zich in de practijk voorgedaan hebben. Men heeft insgelijks het coëfficiënt (6 in stede van 3) op de huidige waarden toegepast.

Vermoedelijke verhooging : 40,000 frank.

N^o 499 tot 505. — *Borduurwerk, kanten, passementwaren, linten en weefsels.*

N^o 507 tot 511 — *In zijde of gedeeltelijk in zijde.*

De verschillende artikelen in zijde of gedeeltelijk in zijde welke onder deze nummers vallen, zijn vatbaar volgens het in zwang zijnde tarief, voor de rechten van 5, 15 of 20 t. h. *ad valorem*.

Men stelt vóór deze bedragen op te voeren onderscheidenlijk tot 10, 20 of 25 t. h. *ad valorem*, 't zij eene algemeene verhooging van 5 t. h. voor alle artikelen.

De globale waarde der invoeren aangaande bewuste zijden weefsels, beloopt, in 1925, de aanzienlijke som van 170 millioen frank.

Zoo de invoer dezelfde belangrijkheid blijft behouden, zou men, uit hoofde van de voorgestelde verhooging, eene bijkomende ontvangst van 8,500,000 frank voorzien.

N^o 525. — *Wollen tapijtwerk.*

Artikelen welke uitsluitend weeldeartikelen zijn, waarvoor het huidig recht 25 t. h. *ad valorem* wordt opgevoerd tot 30 t. h. *ad valorem*.

Bijkomende ontvangsten : 10.000 frank.

N^{os} 611, 612, 616 en 632. — *Mans- en Vrouwenkleederen, dameshoeden, genaaide of vervaardigde artikelen uit weefsels of weefstoffen.*

Het recht van 15 t. h., thans toepasselijk op die artikelen wordt opgevoerd tot 20 t. h.

De rechten voorzien voor de niet vervaardigde weefsels, andere dan in zijde moeten op normale wijze overeenstemmen met ongeveer 15 t. h. *ad valorem*; het is dus redematig dat de producten uit die weefsels vervaardigd met een hooger bedrag belast worden.

De voorwerpen bedoeld door de verhooging zijn, over 't algemeen, andere dan gewone artikelen en welke een recht van 20 t. h. *ad valorem* kunnen verdragen.

Vermoedelijke bijkomende ontvangsten : 1,200,000 frank.

N^{os} 683, 684, 718 en 1019b. — *Wandelstokken, zweepen, enz.; pijpen sigarenpijpjes, enz.; tabletterie van verhard caoutchouc, artikelen voor het tooisel.*

De huidige rechten van 15 of 20 t. h. *ad valorem* worden onderscheidenlijk tot 20 en 25 t. h. opgevoerd.

De aard zelf en de bestemming van bedoelde voorwerpen billijkt bewuste verhooging.

Men kan eene bijkomende ontvangst van 675,000 frank voorzien.

N^{os} 721 en 864. — *Werken van caoutchouc en glazen voorwerpen, niet genoemd.*

Deze voorwerpen die thans met 10 t. h. belast zijn, kunnen zeer wel het bedrag van 15 t. h. verdragen tenzelfden titel als vele vervaardigde producten volgens deze laatste basis door ons toltarief belast.

Vermoedelijke verhooging : 250,000 frank,

N^{os} 852 en 853. — *Glazen paarden en andere verglazingen in doorboorde kralen enz., steenen voor juweelen enz., niet gemonteerd.*

Hier ontmoet men artikelen welke sedert lang met 5 t. h. *ad valorem* belast waren.

Men stelt vóór dit recht tot het nog zeer gematigd bedrag van 10 t. h. op te voeren.

Vermoedelijke verhooging : 90,000 frank.

N^o 1057b. — *Mechanische dorschmachines, enz.*

Het ontwerp houdt geene wijziging van het thans toepasselijk recht; het beperkt zich eene kleine verbetering aan te brengen in den tekst van het tarief, om een einde te stellen aan sommige verkeerde opvattingen welke zich in de practijk voorgedaan hebben.

N^{os} 1111 tot 1113, 1115, 1122. — *Horloges en pendules; wekkers; precisierregulatoren.*

Recht van 15 t. h. opgevoerd tot 20 t. h. *ad valorem*.

Van deze verhooging kan men eene bijkomende ontvangst van ongeveer 400,000 frank verwachten.

N^{os} 1164, 1165, 1166, 1197. — *Werken in been, hoorn, walvischbaarden, kramerij- en kunstdraaiwerkartikelen, enz.*

Deze verschillende rubrieken omvatten vele kleine artikelen of fantasieartikelen welke gemakkelijk het recht van 20 t. h. *ad valorem* kunnen dragen in stede van dat van 15 t. h. vermeld in het van kracht zijnde tarief.

De bijkomende ontvangst wordt geraamd op 400,000 frank.

N^o 1173. — *Verschillende artikelen in celluloid.*

De wijzigingen voorgesteld onder dit nummer bevatten :

1^o Eenerzijds, de afschaffing van het recht van 5 t. h. in verband met celluloid « in massa 's of platen, bladen, staafjes of buisjes, niet gepolijst noch anders bewerkt ». Deze afschaffing wordt voorgesteld in het belang van onze fabrikanten van celluloid, die noodzakelijk bewuste grondstof uit den vreemde moeten doen komen.

2^o Anderzijds, de verhooging van 5 tot 10 t. h. en van 15 tot 20 t. h. der rechten voorzien bij het van kracht zijnde tarief onderscheidenlijk voor de « schetsen van voorwerpen klaarblijkelijk bestemd om later bewerkt te worden », en voor « de werken elders niet genoemd noch begrepen ».

De nieuwe bedragen hier voorgesteld zijn in verband met de rechten voorkomende in het tarief voor dergelijke artikelen.

Vermoedelijke verhooging : 250,000 frank.

ACCIJNSRECHTEN.*Bier.*

(ART. 3.)

Het accijnsrecht op bier beloopt thans 40 centiem per kilogram aangegeven meel. Dit bedrag dat bij de onlangs gestemde wet van 31 December 1925 werd vastgesteld, is slechts een gematigde fiscale last; inderdaad, voor bier van goede hoedanigheid, komt het overeen met 6 centiem per liter, 't zij 2 centiem per pint.

In de andere landen welke bier voortbrengen, beloopt de belasting veel meer. Alzoo, in Engeland, bedraagt het recht, in Belgische munt uitgedrukt, niet minder dan 3 fr. 70 per liter; in Holland beloopt het 56 centiem per liter, in Duitschland 40 centiem.

Steunende op die voorbeelden ware het gegrond het bedrag dat in België toepasselijk is zeer hoog op te voeren. De Regeering stelt echter vóór het huidige bedrag te verdrubbelen, hetgeen den last op de nog gematigde som van 13 centiem per liter zou brengen.

Aangestipt zij, dat in ons fiscaal regime het recht vastgesteld wordt op de grondstof en niet op de maat, waaruit het gevolg dat het licht bier ook minder belasting betaalt dan het zwaar bier.

De voorgestelde maatregel zou de Schatkist eene bijkomende ontvangst van 120 miljoen frank verschaffen.

Suiker en druivensuiker.

ART. 4 en 5.

Het accijnsrecht op de suiker welke in het land vervaardig wordt werd, bij de wet van 21 Augustus 1903 op 20 frank per 100 kilogram vastgesteld.

Tot in 1913 beantwoordde dit recht aan ongeveer 35 t. h. van den verkoopprijs van het product; anderzijds, beantwoordden van de ontvangsten op suiker en druivensuiker aan 18 t. h. van het totaal der accijnsontvangsten en aan 7 t. h. van het totaal der belastinginkomsten.

In 1922 waren deze verhoudingen onderscheidenlijk gevallen tot 10 t. h., 11 t. h. en 2 t. h. wanneer de lasten van de begrooting aanzienlijk verzwaaard waren. Van daar de eerste herziening gedaan bij de wet van 6 Februari 1923, waarbij het recht van 20 tot 40 frank per 100 frank per 100 kilogram opgevoerd werd.

Thans bereikt het quantum van het recht nog niet de helft van dat van vóór den oorlog, wat er de uiterste gematigdheid van doet uitkomen. Anderzijds, zooals uit de indexcijfers blijkt, heeft de prijs van de suiker eene verhooging van ongeveer 500 t. h. ondergaan, wanneer het recht slechts van het enkel tot het dubbel gebracht werd.

Eene nieuwe wederaanpassing is dus volkomen gebillijkt. In dezen zin, wordt bij artikel 4 van het ontwerp voorgesteld het recht op 60 frank per 100 kilogram te brengen.

Men merke aan dat het bedrag van het recht in Duitschland 50 goudmark bedraagt, 't zij tegen den huidigen koers, ongeveer 375 frank per 100 kilogram; in Holland komt het overeen met 160 frank per 100 kilogram in Frankrijk, weliswaar bedraagt het slechts 50 frank per 100 kilogram, maar het Beheer heft er eene vermeerdering van taxes voor raffineering, van toezicht en andere verschuldigingen.

Het aannemen van het bedrag van 60 frank per 100 kilogram zou aan de Schatkist eene bijkomende ontvangst van 20 miljoen frank opbrengen.

Thans wordt geheele afschrijving der rechten verleend voor de suiker gebruikt tot het vervaardigen van confijten, van ingelegde groenten, van gecondenseerde melk en van melkpoeder. Alhoewel de Regeering, krachtens de bevoegheden die haar toegekend zijn, gemachtigd is dat regime te wijzigen zonder tusschenkomst der wetgeving, wil zij niet verzwijgen dat die afschrijving niet in haar geheel zal behouden blijven. Bedoelde producten zullen nog van een voordeelig regime genieten als die afschrijving bij voorbeeld op 50 t. h. beperkt wordt.

Als gevolg van de verhooging van het recht op de suiker, dient in dezelfde verhoudingen gewijzigd het accijnsrecht op de *druivensuiker*, 't is te zeggen, zetmeelsuiker of niet kristalliseerbare suiker (art. 5 van het ontwerp).

*Gegiste dranken voortkomende van versche of droge vruchten,
van suiker en van water.*

(ART. 6.)

Het geldt hier dranken welke gewoonlijk « vruchtenwijn » heeten en welke bij de wet van 31 Maart 1921 onderworpen zijn aan een recht van 1 frank per hectoliter en per graad. Aldus betaalt een liter dier producten van 14° thans 14 centiem belasting.

Ook daar is eene wederaanpassing geboden.

Volgens het ontwerp, zal voornoemd bedrag verdriedubeld worden, wat beter overeenstemt met de lasten die op andere soortgelijk dranken zullen drukken.

Vermoedelijke bijkomende opbrengst : 1 miljoen frank.

De nieuwe tekst doelt niet meer, zooals de oude, uitsluitend op de versche vruchten, maar op alle vruchten, versche en droge.

Die wijziging is gerechtvaardigd als men overweegt dat vele fabrikanten aan hunne versche vruchten eene zekere hoeveelheid droge vruchten toevoegen en

dat een eenvormig regime dus maar redelijk is. Als gevolg daaraan, dient ingetrokken de wet van 18 Juni 1882 op den wijn van droge vruchten, wet waarvan de bepalingen verouderd zijn.

Anderzijds, hebben de voorschriften van § 2 van artikel 6 ten doel eene leemte te vullen in de straffen voorzien bij voormelde wet van 31 Maart 1921.

Tabak.

Art. 7.

Alhoewel de rooster der evenredige verbruiksrechten op de vervaardigde tabak (bandjesrecht) onlangs omgewerkt werd — wet van 31 December 1925 — is de Regeering genoopt eene nieuwe herziening van dien rooster voor te stellen.

Reeds in 1924, had de Commissie voor het verbeteren onzer valuta, voorgesteld al de rechten — specifieke en evenredige — op de tabak te verdubbelen. Tot hiertoe echter werd enkel eene zeer betrekkelijke wederaanpassing gedaan — diegene verwezenlijkt bij voormelde wet van 31 December 1925 — en welke slechts sinds 1 April laatsleden in voege is getreden. En dan nog treft die wederaanpassing voornamelijk maar de weeldecategoriën; anderzijds, werd zelfs de rooster der sigaren niet verhoogd uit oorzaak der crisis die in 1925 in de tabaksnijverheid heerschte.

Het gebruik van tabak beantwoordt niet aan eene volstrekte behoefte. De statistieken toonen ons aan dat zulk gebruik in stede van te verminderen, zich eerder schijnt uit te breiden. Enkele cijfers hierna bewijzen zulks :

JAREN.	Benaderende totale hoeveelheden verbruikte tabak.	Begroote waarde dier tabak.	Totale opbrengst der belasting.
—	Kilogr.	Frank.	Frank.
1922. . .	16,000,000	400,000,000	81,000,000
1923. . .	20,000,000	625,000,000	96,000,000
1924. . .	24,000,000	800,000,000	108,000,000
1925. . .	25,000,000	1,050,000,000	108,000,000

Het is redematig op het verbruik eener hoeveelheid tabak van meer dan 1 milliard frank een grooteren last te doen drukken dan dien voorzien bij de laatste wet.

Ziehier de bedragen van den rooster :

- In voege in 1924;
- Gevestigd bij de wet van 31 December 1925;
- Voorgesteld bij het nieuwe ontwerp.

Aard der producten.	Bedragen		
	in 1924.	onder het thans bestaande regime.	onder het voorgestelde regime.
Sigaren	5 tot 14 t. h.	5 tot 12 t. h.	10 tot 20 t. h.
Cigarillo's . . .	4 tot 15 t. h.	5 tot 10 t. h.	8 tot 18 t. h.
Sigaretten . . .	5 tot 15 t. h.	10 tot 28 t. h.	10 tot 30 t. h.
Rooktabak . . .	8 tot 10 t. h. }	10 tot 18 t. h.	10 tot 20 t. h.
Snuiftabak . . .	0.50 de kil. }		
Pruimtabak . . .	0.50 de kil.	0.50 de kil.	0.50 de kil.
Opbrengst van het evenredig verbruik-sucht.	65,000,000	80,000,000 (vermoed)	105,000,000 (vermoed)

Ter vergemakkelijking van de toepassing van het recht, zou de Minister van Financiën gemachtigd worden de categoriën van den rooster vast te stellen en voor ieder harer het toepasselijk bedrag te vestigen binnen de bij de wet bepaalde grenzen.

Dergelijke bevoegdheid is reeds verleend geworden bij artikel 4 der wet van 31 December 1925.

BIJZONDERE VEBRUIKTAXES.

Gegiste schuimdranken.

ART. 8.

De bijzondere verbruikstaxe op de gegiste schuimdranken bedraagt 12 t. h. van den verkoopprijs in 't klein. Die producten, waarvan het meerendeel Champagnewijn is of producten als dusdanig verkocht, zijn weeldeartikelen welke, in de huidige omstandigheden, een zwaarder en fiscaal lasten kunnen dragen, hetzij 20 t. h. van voornoemden prijs.

De voorgestelde verhooging zou eene bijkomende ontvangst van 6 miljoen frank opbrengen.

Mineraal water, enz.

ART. 9.

Het bedrag van 5 centiem per liter, gevestigd bij de wet van 31 December 1925, moet verdriedubbeld worden om in overeenstemming te blijven met datgene welke zal voortspruiten uit de voorgestelde verhooging aangaande het bier (art. 3 van het ontwerp).

Vermoedelijke bijkomende ontvangsten : 6 miljoen frank.

Brandewijn.

ART. 10.

De uit den vreemden ingevoerden brandewijn is thans onderworpen aan een invoerrecht van 15 frank per liter, basis 50 graden; de in het land vervaardigde brandewijn aan een accijnsrecht van fr. 13.50 zelfde gehalte.

Buiten die rechten wordt, op den verkoop der geestrijke dranken, eene weelde-taxe van 12 t. h. geheven. De ondervinding heeft bewezen dat het practisch zijn zou de weeldetaxe te vervangen door eene verbruikstaxe aan de bron geïnd, 't is te zeggen bij den invoer van den alcohol in het Rijk of bij den uitslag der producten uit de stokerij. Dergelijke hervorming zou het tweeledig voordeel opleveren de waarborgen van het onderzoek te vergrooten en het houden der geschriften te vereenvoudigen, zoowel voor de Schatplichtigen als voor de agenten van het Beheer.

Het bedrag van de bijzondere taxe voorgesteld in artikel 10 en dat 4 frank per liter alcohol van 50 graden zou bedragen, is derwijze berekend aan de Schatkist ontvangen te verséaffen welke de vermoedelijke opbrengst van de weeldetaxe met 20 miljoen frank zouden te boven gaan.

Mag die bijkomende ontvangst geheven worden op een product waarop een aanzienlijke last reeds drukt?

De Regeering denkt van ja, want indien het bedrag van 13 fr. 50 per liter, in 1924 gevestigd, toentertijde hoog bleek, toch was het in feite slechts de wederaanpassing van datgene van 8 frank vroeger vastgesteld. Nu is eene bijkomende ontvangst gebillijkt onder vorm van eene verbruikstaxe overigens gelijk aan die welke ten bate van het bijzonder gemeentefonds van 1912 tot 1914 geïnd werd.

Bij §§ 4 en 5 van artikel 10 wordt aan den Minister van Financiën sommige bevoegdheden verleend welke toelaten het toezicht op het ongeoorloofd verkeer van alcohol te versterken. De voorziene maatregelen zijn sinds verscheidene jaren in feite toegepast; maar het scheen raadzaam hun wettelijken steun te geven opdat zij buiten het bereik van betwistingen zouden vallen.

Niet schuimende wijn.

(ART. 11.)

Wijl de gegiste *schuimdranken* buiten het invoerrecht van 360 frank per hectoliter of het accijnsrecht van 40 frank per hectoliter, onderhevig zijn aan eene bijzondere verbruikstaxe welke, volgens artikel 8 van het ontwerp van wet, 20 t. h. van den verkoopprijs in 't klein zou bedragen, komt het gepast voor ook de *niet schuimende wijn* en de daarmee gelijkgestelde dranken te onderwerpen aan een grooteren last dan den betrekkelijk geringen last van het gewoon in voerrecht.

Ook zou voor die dranken eene verbruikstaxe *ad valorem* gevestigd worden die 15 t. h. zou bedragen niet alleen de buitenlandsche niet schuimende wijn maar ook de gegiste dranken « vruchtenwijn » geheeten — zie artikel 6 — en waarvan de vervaardiging in de laatste tijd eene tamelijk groote uitbreiding heeft genomen, zouden aan die taxe onderworpen worden.

De opbrengst van voormelde taxe mag geschat worden op 34 miljoen frank.

*Gemeenschappelijke bepalingen
voor de accijnsrechten en voor de verbruikstaxes.*

(ART. 12 tot 14.)

Artikel 12 heeft ten doel eene leemte te vullen welke bestaat in het toezicht uitgeoefend in zake accijnsrechten en bijzondere verbruikstaxes. Het geeft aan de agenten van het Beheer der Douanen en Accijnzen — die daartoe door den Minister van Financiën bijzonder zouden bevoegd gemaakt zijn — het recht zich alle bescheiden van boekhouding der schatplichtigen te doen voorleggen en zulks ten einde er de noodige inlichtingen uit te halen met het oog op het nasporen van smokkelarij.

Dergelijke bevoegdheden werden verleend in zake overdrachtstaxe, weelde-taxe, enz. (Wet van 2 Januari 1926.)

Artikel 13 heeft ten doel aan den Minister van Financiën recht te geven op regeling en gebeurlijke wijziging van het stelsel van bewaking der inrichtingen of werkplaatsen, waarvan de producten onderworpen zijn aan een accijnsrecht of aan eene bijzondere verbruikstaxe.

Artikel 14, ten slotte, gaat uit van dezelfde principieën als die waaraan de

bepalingen van artikel 9 der Tariefwet van 8 Mei 1924 hun ontstaan te danken hebben.

Het machtigt de Regeering de accijnsrechten en de bijzondere verbruikstaxes — zoowel oude als nieuwe — weder aan te passen naar gelang de schommelingen onzer valuta of de veranderingen welke zouden kunnen voorkomen in de economische voorwaarden van het land.

Overgangsbepalingen.

ART. 15.

Artikel 15 van het ontwerp bebelst bepalingen strekkende tot het belasten van sommige producten welke zich onder het regime van het verbruik bevinden, tegen de nieuwe rechten, onder aftrek der rechten welke reeds zouden geïnd zijn.

Met die maatregelen voor te stellen, zorgt de Regeering er voor te verhinderen dat sommige groote bezitters van goederen, te hunnen voordeelen, bovenmatige winsten zouden verwezenlijken en zulks ten nadeele van den Staat, en zelfs van hunne confraters die niet dezelfde beschikbare gelden bezitten.

ENTREPOTTAXE.

ART. 16.

Artikel 16 bepaalt dat eene bijzondere taxe ten bate van den Staat, waarvan het bedrag vastgesteld wordt door den Minister van Financiën, mag ten laste gelegd worden van de concessionarissen van fictieve entrepots, ter compensatie der kosten van beheer en van toezicht.

Terwijl voor het openen der particuliere entrepots eene taxe geveerd wordt die thans 24 frank per dag bedraagt, zonder jaarlijks 6,000 frank per entrepot te mogen overtreffen, zijn de vergunningen van fictieve entrepots tot hiertoe van alle betaling vrij gebleven.

Daarin moet verandering komen, want het aantal fictieve entrepots, vroeger eerder gering, is merkkelijk aangegroeid en de beoogde nieuwe fiscale maatregelen zullen er de uitbreiding nog ruimschoots van vergrooten.

Maar, het regime van het fictief entrepot brengt voor den Staat kosten van beheer en toezicht teweeg. Het is dus maar redelijk dat de Schatkist ervan bevrijd worde door diegenen zelf welke van de vergunningen voordeelen hebben.

TEN UITVOERLEGGING DER WET.

ART. 17.

Artikel 17 maakt toepasselijk, te beginnen van 2 Juni, enkele rechten en taxes ten opzichte waarvan het winstbejag vooral te vreezen valt.

De datum van het in zwang treden van de andere bepalingen zou, als naar gebruik, bij Koninklijk besluit vastgesteld worden.

Mogelijk is dat de bepalingen van deze wet, op economisch gebied, onverwachte en nadeelige terugslagen teweegbrengen, welke in het belang van handel en nijverheid zonder moeten weggewerkt of verminderd worden. Het komt er dan ook op aan dat de Regeering, in dien gedachtengang, beschikke over sommige bevoegheden tot wijziging. Ziedaar het doel van artikel 17 van het ontwerp.

In 't geheel, zouden de bijkomende ontvangsten voor een gansch jaar, per groote groepen, geraamd worden als volgt :

<i>Douanen.</i>	Wederaanpassing van coëfficiënten. fr.	100,000,000	} 299,000,000
	Nieuwe belastingen	199,000,000	
<i>Accijnzen.</i>	Bier	120,000,000	} 167,000,000
	Suiker en druivensuiker	21,000,000	
	Gegiste dranken	1,000,000	
	Tabak	25,000,000	
<i>Verbruiks- taaxen.</i>	Schuimwijn	6,000,000	} 63,000,000
	Mineraal water	6,000,000	
	Alcohol	20,000,000	
	Wijn	31,000,000	
TOTAAL. fr.		529,000,000	

Het gaat hier, ongetwijfeld, om eene nieuwe zeer belangrijke belasting.

De Regeering koestert echter het vertrouwen dat de Kamers aan het ontwerp een gunstig onthaal zullen voorbehouden, dat de Natie harerzijds die opofferingen zal aannemen met de stoïsche vastberadenheid waarvan zij steeds blijk heeft gegeven in de moeilijke omstandigheden en dat aldus in het hoogste belang van het land het financieel herstel, levensvereischte voor voorspoed en toekomst, kunne doorgezet worden.

De Minister van Financiën en Koloniën,

HOUTART.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi modifiant le tarif des douanes ainsi que certains droits d'accise, et établissant ou revisant des taxes de consommation.

ALBERT,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

Droits de douane.

ARTICLE PREMIER.

L'article 9 de la loi du 8 mai 1924 relative au tarif des douanes, modifié par l'article 2 de la loi du 26 juin suivant et par la loi du 31 décembre 1925, est révisé ainsi qu'il suit :

« Art. 9, § 1^{er}. — Les droits spécifiques sont calculés en appliquant aux quantités les taux de base multipliés par les coefficients dont ceux-ci sont affectés.

» Suivant la tenue de valeur des marchandises ou les contingences économiques, le Gouvernement pourra, selon l'espèce ou l'origine des marchandises, affecter d'un coefficient les droits de base qui n'en sont pas touchés et, en ce qui concerne les coefficients existants, les relever ou les réduire.

» Inversement il pourra aussi, au besoin, sans descendre en dessous du tarif qui était en vigueur avant la présente loi, réduire exceptionnellement les droits spécifiques non affectés d'un coefficient ou les taux des droits *ad valorem*, sauf également la faculté de relever ces droits ou ces taux, mais sans qu'ils puissent dépasser les chiffres primitifs.

» Toutes mesures prises en exécution des deux alinéas précédents seront soumises aux Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session. »

Ontwerp van wet tot wijziging van het tollarief en van sommige accijnsrechten, en tot vestiging of herziening der verbruikerstaxes.

ALBERT,
KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Ministerraad :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam, aan de Welgevendende Kamers voorgelegd worden.

Tolrechten.

ARTIKEL EEN.

Artikel 9 der wet van 8 Mei 1924 betreffende het tollarief, gewijzigd bij artikel 2 der wet van 26 Juni daarna en bij de wet van 31 December 1925, wordt herzien als volgt :

« Art. 9, § 1. — De specifieke rechten worden berekend door de grondslagrechten, vermenigvuldigd met de daaraan verbonden coëfficiënten, op de hoeveelheden toe te passen.

» De Regeering mag volgens den waardetoestand der goederen of volgens de economische gebeurlijkheden, naar gelang de soort of den oorsprong der goederen, een coëfficiënt vestigen op de grondslagrechten die er niet medebezwaard zijn, en de bestaande coëfficiënten verhoogen of verminderen.

» Omgekeerd mag zij ook, desnoods, zonder lager te dalen dan het tarief dat vóór deze wet van kracht was, de niet met een coëfficiënt bezwaarde specifieke rechten of de bedragen der rechten *ad valorem*, bij uitzondering verminderen, insgelijks behoudens de bevoegdheid die rechten of die bedragen op te voeren, doch zonder dat zij de primitieve cijfers mogen overtreffen.

» Alle maatregelen ter uitvoering van de twee vorige alinea's genomen, moeten aan de Kamers onderworpen worden, dadelijk indien zij vereenigd zijn of anders tijdens hun eerstvolgenden zitting ».

ART. 2.

Le tableau des droits d'entrée annexé à la loi du 8 mai 1924, est modifié comme ci-après :

Numéros.	Désignation des marchandises.	DROITS D'ENTRÉE.			Coefficients de majoration.
		Base.	QUOTITÉ.		
			Tarif maximum. Fr. C.	Tarif minimum. Fr. C.	
19	Huiles et graisses de poissons :				
	a) hydrogénées ou ayant subi un traitement similaire	100 kil.	30 »	10 »	3
	b) Autres.	id.	15 »	exempts.	
Ex 34	Plumes d'oiseaux :				
	b) Plumes destinées à la parure, brutes, n'ayant reçu aucun apprêt quelconque.	valeur.	15 %	5 %	
37	Éponges :				
	a) brutes.	id.	30 %	10 %	
	b) préparées.	id.	45 %	15 %	
62	Cacao en fèves, même torréfié, mais non broyé; brisures et pelures de cacao, même torréfiées, mais non moulues.	100 kil.	300 »	100 »	
117	Beurres végétaux, autres que de cacao; huiles douces et fixes :				
	a) utilisés exclusivement en médecine ⁽¹⁾		exempts.	exempts.	
	b) hydrogénés ou ayant subi un traitement similaire	id.	30 »	10 »	3
	c) Autres :				
	1. d'arachide	id.	15 »	5 »	3
	2. de coco, de coprah, de touloucouna, d'illipé, de palmiste, de mowrah, de babassu, de shea et de karité :				
	A) bruts	id.	15 »	5 »	3
	B) raffinés	id.	30 »	10 »	3
	3. de colza et de navette	id.	15 »	5 »	3
	4. de coton :				
	A. bruts	id.	15 »	5 »	3
	B. raffinés	id.	30 »	10 »	3
	5. de lin	id.	15 »	5 »	3
	6. de maïs	id.	15 »	5 »	3
	7. d'olive	id.	45 »	15 » (*)	3 (*)
	8. de palme :				
	A) bruts	id.	7 50	exempts.	3
	B) raffinés	id.	30 »	10 »	3
	9. de ricin	id.	15 »	5 »	3
	10. non dénommés	id.	15 »	5 »	3

(1) Cette note est maintenue.

(*) Sous réserve des clauses tarifaires résultant d'accords commerciaux.

ART. 2.

De tabel der invoerrechten gevoegd bij de wet van 8 Mei 1924 wordt gewijzigd als volgt :

Nummers.	Aanduiding der goederen.	INVOERRECHTEN.				Coëfficiënt van verhooging.
		Maatstaf.	BEDRAG.			
			Maximum tarief.	Minimum tarief.		
			Fr. C.	Fr. C.		
49	Vischvetten en oliën :					
	a) gehydrogeneerd of een dergelijke bewerking ondergaan hebbende	100 kil.	30 »	10 »		3
	b) Andere	id.	15 »	vrij.		
Ex. 34	Vogelvederen :					
	b) Ruwe pluimen tot tooisel bestemd, welke geen enkele bereiding ondergingen .	waarde.	45 t. h.	5 t. h.		
37	Sponsen :					
	a) ruwe	id.	30 t. h.	10 t. h.		
	b) bereide	id.	45 t. h.	15 t. h.		
62	Cacao in boonen, zelfs gebrand, maar niet gestampt, gebroken cacao en cacaopellen, zelfs gebrand, maar niet gemalen	100 kil.	300 »	100 »		
117	Plantenboter, andere dan van cacao; zoete en vaste oliën :					
	a) uitsluitend gebruikt in geneeskunde (*).		vrij.	vrij.		
	b) gehydrogeneerd of eene dergelijke bewerking ondergaan hebbende	id.	30 »	10 »		3
	c) andere :					
	1. van aardnoten	id.	15 »	5 »		3
	2. van kokosnoten van coprah, van touloucouna, van illipé, van dwergpalm, van mowrah, van babassa, van shea en van galam :					
	A. ruw	id.	15 »	5 »		3
	B. geraffineerd.	id.	30 »	10 »		3
	3. van koolzaad en rapzaad.	id.	15 »	5 »		3
	4. van katoen :					
	A. ruw	id.	15 »	5 »		3
	B. geraffineerd.	id.	30 »	10 »		3
	5. van vlaszaad	id.	15 »	5 »		3
	6. van turkse tarwe	id.	15 »	5 »		3
	7. van olijven	id.	45 »	15 » (*)		3 (*)
	8. van palmenoten :					
	A) ruw	id.	7 50	vrij		3
	B) geraffineerd	id.	30 »	10 »		3
	9. castorolie	id.	15 »	5 »		3
	10. niet genoemd.	id.	15 »	5 »		3

(*) Behoud dezer nota.

(*) Onder voorbehoud der tariefbepalingen welke uit handelsovereenkomsten voortspuiten.

Numéros.	Désignation des marchandises.	DROITS D'ENTRÉE.				Coefficients de majoration.
		Base.	QUOTITÉ.			
			Tarif maximum.	Tarif minimum.		
			Fr. C.	Fr. C.		
171	Sel marin, de saline, sel gemme (chlorure de sodium) :					
	a) Brut, même égrugé	100 kil.	6 »	2 »		
	b) Raffiné, y compris le sel moulu fin . . .	id.	12 »	4 »		
Ex 195	Huiles de pétrole, de schiste, de lignite et autres huiles minérales similaires :					
	b) Huiles raffinées ou épurées, légères, d'une densité inférieure à 0.78 à 15 degrés centigrades (éthers de pétrole et essences)	hectol.	120 »	40 »	2	
	c) Huiles raffinées ou épurées, légères, d'une densité de 0.83 à 0.83 à 15 degrés centigrades (pétroles lampants) (1) . . .	id.	90 »	30 »	2	
	d) Huiles lourdes d'une densité de 0.83 ou plus à 15 degrés centigrades et résidus liquides à 50 degrés centigrades :					
	1. Huiles de graissage	100 kil.	30 »	10 »		
	2. Huiles combustibles (mazout, etc.) . . .	id.	30 »	10 »		
	3. Autres (goudrons, etc.)	id.	30 »	10 »		
	(1) Cette note est maintenue.					
245	Extraits de viande solides ou liquides : bouillons liquides et en tablettes; peptones de viande :					
	a) importés en emballages conditionnés pour la vente au détail; importés en cubes, emballés ou non	id.	360 »	120 »		
	b) importés autrement :					
	1. simplement salés	id.	150 »	50 »		
	2. autrement préparés	id.	360 »	120 »		
244	Crème et lait conservés :					
	a) en blocs :					
	1. sans addition de sucre	id.	36 »	12 »	2.5	
	2. avec addition de sucre	id.	150 »	50 »	2.5	
	b) en poudre :					
	1. sans addition de sucre	id.	36 »	12 »	2.5	
	2. avec addition de sucre	id.	150 »	50 »	2.5	
	c) condensés (sirupeux) :					
	1. sans addition de sucre	id.	36 »	12 »	2.5	
	2. avec addition de sucre	id.	150 »	50 »	2.5	
273	Tourteaux pour l'alimentation du bétail :					
	a) de graines et fruits oléagineux	id.	18 »	6 »	2	
	b) autres	id.	15 »	5 »	2	
Ex 384	Produits chimiques non-dénommés ni compris ailleurs :					
	c) Glycérine raffinée ou distillée	id.	30 »	10 »	4	
	d) autres	valeur	15 %	exempts		

Nummers.	Aanduiding der goederen	INVOERRECHTEN.				Coëfficiënt van verhooging.	
		Maatstaf.	BEDRAG				
			Maximum tarief.	Minimum tarief.			
			Fr.	C.	Fr.	C.	
171	Zee-, saline-, steenzout (sodium-chlorure) :						
	a) ruw, zelfs grof gemalen	100 kil.	6	»	2	»	
	b) geraffineerd, met inbegrip van het fijn gemalen zout	id.	12	»	4	»	
Ex 195	Petroleum-, lei- en bruinkoololiën en andere dergelijke minerale oliën :						
	b) geraffineerde of gezuiverde oliën, lichte, met eene dichtheid van minder dan 0.78 aan 15 graden centigraad (petroleumether en essences)	hectol.	120	»	40	»	2
	c) geraffineerde of gezuiverde oliën, lichte, met eene dichtheid van 0.78 tot 0.83 aan 15 graden centigraad (lamppetroleum) (1)	id.	90	»	30	»	2
	d) zware oliën met eene dichtheid van 0.83 of meer aan 15 graden centigraad, en vloeibare overblijfsels aan 50 graden centigraad :						
	1. Smeeroliën	100 kil.	30	»	10	»	
	2. Brandoliën (mazout, enz.)	id.	30	»	10	»	
	3. Andere (teer, enz.)	id.	30	»	10	»	
	(1) Behoud dezer nota.						
215	Vaste of vloeibare vleesch-extracten vloeibaar vleeschnat of vleeschnat in tabletten; vleesch-peptons :						
	a) ingevoerd in verpakkingen geconditioneerd voor den verkoop in 't klein; ingevoerd in blokjes, al dan niet verpakt	id.	360	»	120	»	
	b) anders ingevoerd :						
	1. enkel gezouten.	id.	150	»	50	»	
	2. anders bereid	id.	360	»	120	»	
244	Verduurzaamde room en melk :						
	a) in blokken :						
	1. zonder toevoeging van suiker	id.	36	»	12	»	2.5
	2. met toevoeging van suiker	id.	150	»	50	»	2.5
	b) in poeder :						
	1. zonder toevoeging van suiker	id.	36	»	12	»	2.5
	2. met toevoeging van suiker	id.	150	»	50	»	2.5
	c) gecondenseerd (troopachtig) :						
	1. zonder toevoeging van suiker	id.	36	»	12	»	2.5
	2. met toevoeging van suiker	id.	150	»	50	»	2.5
273	Raapkoeken voor de voeding van het vee :						
	a) van oliehoudende granen en vruchten.	id.	18	»	6	»	2
	b) andere	id.	15	»	5	»	2
Ex 384	Scheikundige producten, elders niet genoemd noch begrepen :						
	c) Glycerine, geraffineerd of gedistilleerd	id.	30	»	10	»	4
	d) andere	waarde	15 t. h.		vrij		

Numéros.	Désignation des marchandises.	DROITS D'ENTRÉE.			Coefficients de majoration.
		Base.	Quantité.		
			Tarif maximum. Fr. C.	Tarif minimum. Fr. C.	
458	Huiles et graisses animales ou végétales et acides gras, saponifiés partiellement au moyen de bases quelconques; huiles et graisses minérales additionnées de savon (proprement dit, calcaire, etc.); huile rouge d'Andrinople	100 kil.	12 »	4 »	6
459	Broderies à la mécanique	valeur	60 %	20 %	
500	Dentelles et guipures de toute espèce . . .	id.	60 %	20 %	
501	Passenterie, y compris les rubans façonnés autres que de velours :				
	a) en soie pure	id.	60 %	20 % (*)	
	b) partiellement en soie	id.	60 %	20 % (*)	
	(*) Sous réserve des clauses tarifaires résultant d'accords commerciaux.				
502	Rubans de velours :				
	a) en soie pure	id.	60 %	20 %	
	b) partiellement en soie	id.	60 %	20 %	
503	Rubans non façonnés, autres que de velours :				
	a) en soie pure	id.	60 %	20 %	
	b) partiellement en soie	id.	60 %	20 %	
504	Tulles et tissus à réseaux façon tulle; crêpes et crêpon; gazes, étamines et autres tissus légers.	id.	60 %	20 %	
505	Velours et peluches, à l'exception des rubans de velours :				
	a) en soie pure	id.	60 %	20 %	
	b) partiellement en soie	id.	60 %	20 %	
507	Tissus de soie à bluter, à pas de gaze, même confectionnés	id.	30 %	10 %	
508	Tissus serrés pour meubles et tentures (à l'exception des velours et peluches et des tapisseries) :				
	a) en soie pure	id.	75 %	25 %	
	b) partiellement en soie	id.	75 %	25 %	
509	Tissus de bonneterie	id.	60 %	20 % (*)	
	(*) Sous réserve des clauses tarifaires résultant d'accords commerciaux.				
510	Tissus de soie ou mélangés de soie, importés en coupons de 1 mètre 30 centimètres de longueur au maximum, destinés uniquement à la fabrication de fleurs et de feuillages artificiels.	valeur	30 %	10 %	
511	Tissus non dénommés ni compris ailleurs :				
	a) en soie pure	id.	60 %	20 %	
	b) mélangés de laine	id.	60 %	20 %	
	c) mélangés de coton	id.	60 %	20 %	
	d) mélangés d'autres matières	id.	60 %	20 %	

Note. — Les tarifications des nos 499 à 511 s'appliquent non seulement aux articles en soie pure mais aussi à ceux renfermant plus de 5 % de soie.

Nummers.	Aanduiding der goederen.	INVOERRECHTEN.				Coëfficiënt van verhooging.
		Maatstaf.	BEDRAG.			
			Maximum tarief.	Minimum tarief.		
			Fr. C.	Fr. C.		
458	Dierlijke of plantaardige oliën en vetten en vette zuren, gedeeltelijk verzeept door middel van gelijk welke basissen; minerale oliën en vetten met zeep vermengd (eigenlijk gezegd kalkachtige zeep, enz.) roode andripopelolie	100 kil.	42 »	4 »	6	
459	Borduurwerk werktuiglijk vervaardigd . . .	waarde	60 t. h.	20 t. h.		
500	Kanten en guipures van allen aard . . .	id.	60 t. h.	20 t. h.		
501	Passementwaren, met inbegrip van de gefatsoeneerde linten andere dan van fluweel :					
	a) uit loutere zijde.	id.	60 t. h.	20 t. h. (*)		
	b) gedeeltelijk uit zijde	id.	60 t. h.	20 t. h. (*)		
	(*) Onder voorbehoud der tariefbepalingen welke uit handelsovereenkomsten voortspuiten.					
502	Linten van fluweel :					
	a) uit loutere zijde.	id.	60 t. h.	20 t. h.		
	b) gedeeltelijk van zijde	id.	60 t. h.	20 t. h.		
503	Linten niet gefatsoeneerd, andere dan van fluweel :					
	a) uit loutere zijde.	id.	60 t. h.	20 t. h.		
	b) gedeeltelijk uit zijde	id.	60 t. h.	20 t. h.		
504	Tulen en netweefsels fatsoen-tulen; krip en grove krip; gaas, filterdoek en andere lichte weefsels	id.	60 t. h.	20 t. h.		
505	Fluweel en pluis, met uitzondering der linten van fluweel :					
	a) uit loutere zijde.	id.	60 t. h.	20 t. h.		
	b) gedeeltelijk van zijde	id.	60 t. h.	20 t. h.		
507	Weefsels van zijde om te builen, met gaas-steken, zelfs vervaardigd	id.	30 t. h.	10 t. h.		
508	Dichte weefsels voor meubelen en behangsels (met uitzondering van fluweel en pluis en van de tapijtwerken) :					
	a) uit loutere zijde.	id.	75 t. h.	25 t. h. (*)		
	(*) Onder voorbehoud der tariefbepalingen welke uit handelsovereenkomsten voortspuiten.					
	b) gedeeltelijk van zijde	id.	75 t. h.	25 t. h.		
509	Weefsels van breiwerk	id.	60 t. h.	20 t. h.		
510	Weefsels van zijde of vermengd met zijde ingevoerd in coupons van ten hoogste 1 meter 30 centimeter lengte, enkel bestemd tot het vervaardigen van kunstmatige bloemen en loofwerk	id.	30 t. h.	10 t. h.		
511	Weefsels elders niet genoemd noch begrepen :					
	a) uit loutere zijde	id.	60 t. h.	20 t. h.		
	b) gemengd met wol	id.	60 t. h.	20 t. h.		
	c) gemengd met katoen	id.	60 t. h.	20 t. h.		
	d) gemengd met andere stoffen	id.	60 t. h.	20 t. h.		

Nota. — De tarifeeringen der n^{os} 499 tot 511 zijn niet alleenlijk toepasselijk op de artikelen uit loutere zijde, maar ook op die welke meer dan 5 t. h. zijde bevatten.

Numéros.	Désignation des marchandises.	DROITS D'ENTRÉE.				Coefficients de majoration.
		Base.	QUOTITÉ.			
			Tarif maximum.	Tarif minimum.		
			Fr. C.	Fr. C.		
525	Tapisseries de laine ⁽¹⁾ et ⁽²⁾ (²) et (³). Ces notes sont maintenues.	valeur	90 %	30 %		
Ex 611	Vêtements pour hommes, non dénommés ni compris ailleurs : b) autres	id.	60 %	20 %		
Ex 612	Vêtements pour femmes, non dénommés ni compris ailleurs : b) autres	id.	60 %	20 %		
Ex 616	Chapeaux pour femmes : b) autres	id.	60 %	20 %		
627	Plumes de parure : a) simplement décolorées, blanchies ou teintes b) apprêtées ou montées	id. id.	30 % 60 %	10 % 20 %		
Ex 632	Articles cousus ou confectionnés en tissus ou textiles, non dénommés ni compris ailleurs : b) autres	id.	60 %	20 %		
683	Cannes, fouets, manches de fouets, cannes à pêche	id.	60 %	20 %		
684	Pipes, tuyaux de pipes, fume-cigares et fume-cigarettes, en bois : a) entièrement en bois b) montés en ambre, en embroïde, en ivoire, en écaille ou en nacre, ou avec garni- tures en métaux précieux, ces der- niers métaux ne constituant pas, en poids, la partie principale des objets. c) montés autrement	id. id. id.	60 % 75 % 60 %	20 % 25 % 20 %		
718	Tabletterie de caoutchouc durci, comprenant notamment les objets à usage de bijoux ou destinés à la parure (bagues, colliers, broches, croix, chaînes de montres, pei- gnes, etc.), les articles pour fumeurs, avec ou sans monture en métal commun, les cannes, les règles et autres menus objets analogues non dénommés ni compris ail- leurs	id.	60 %	20 %		
721	Ouvrages en caoutchouc non dénommés ni compris ailleurs	id.	45 %	15 %		
852	Perles en verre et autres vitrifications en grains percés ou taillés pour broderies, passementeries, colliers, chapelets, etc.	id.	30 %	10 %		

Sous réserve des clauses tarifaires résultant d'accords commerciaux.

Nummers.	Aanduiding der goederen.	Maatstaf.	INVOERRECHTEN.		Coëfficiënt van verhooging.
			BEDRAG.		
			Maximum tarief.	Minimum tarief.	
			Fr. C.	Fr. C.	
525	Wollen tapijtwerk (2) en (3) (2) en (3) Behoud dezer nota's.	waarde.	90 t. h.	30 t. h.	
Ex 611	Manskleederen, elders niet genoemd noch begrepen : b) andere.	id.	60 t. h.	20 t. h.	
Ex 612	Vrouwenkleederen, elders niet genoemd noch begrepen : b) andere.	id.	60 t. h.	20 t. h.	
Ex 616	Vrouwenhoeden : b) andere.	id.	60 t. h.	20 t. h.	
627	Sierpluimen : a) enkel ontleurd, gebleekt of geverfd. b) toegered of opgemaakt	id. id.	30 t. h. 60 t. h.	10 t. h. 20 t. h.	
Ex. 632	Genaaide of vervaardigde artikelen uit weefsels of weefstoffen elders niet genoemd noch begrepen : b) andere.	id.	60 t. h.	20 t. h.	
683	Wandelstokken, zweepen, zweepsteelen, hengelstokken	id.	60 t. h.	20 t. h.	
684	Pijpen, pijpestelen, sigaren- en sigarettenpijpjes, in hout : a) gansch in hout b) gemonteerd in amber, in ambroïde, in ivoor, in schildpad of in paarlemoer, of met garnituren in kostbare metalen, mits deze metalen het hoofdbestanddeel volgens het gewicht der voorwerpen niet uitmaken c) anders gemonteerd	id. id. id.	60 t. h. 75 t. h. 60 t. h.	20 t. h. 25 t. h. 20 t. h.	
718	Tabletterie van verhard caoutchouc, omvattende namelijk de voorwerpen gebruikt als juweelen of bestemd voor het tooisel (ringen, halssnoeren, borstspelden, kruisen, uurwerkkettingen, kammen, enz.); rookgerief met of zonder montuur van gewoon metaal; de wandelstokken, de regels en andere dergelijke kleine voorwerpen elders niet genoemd noch begrepen.	id.	60 t. h.	20 t. h.	
721	Werken van caoutchouc, elders niet genoemd noch begrepen	id.	45 t. h.	15 t. h.	
852	Glazen paarden en andere verglazingen in doorboorde of geslepen kralen, voor boorduurwerk, passementwaren, halssnoeren, paternosters, enz.	id.	30 t. h.	10 t. h. (*)	

(*) Onder voorbehoud der tariefbepalingen welke uit handelsovereenkomsten voortspuiten.

Numéros.	Désignation des marchandises.	DROITS D'ENTRÉE.			Coefficients de majoration.
		Base.	QUOTITÉ.		
			Tarif maximum. Fr. C.	Tarif minimum. Fr. C.	
853	Pierres à bijoux (pierres fausses) et breloques, colorées ou non, en verre, non montées	valeur	30 %	10 %	
864	Objets en verre non dénommés ni compris ailleurs	id.	45 %	15 %	
Ex 1019	Ouvrages en métaux communs, non dénommés ailleurs :				
	b) articles pour la parure ou destinés à être portés par les personnes (usage de poche ou autres)	id.	60 %	20 %	
Ex 1057	Machines pour l'agriculture (moteur non compris) et leurs pièces détachées :				
	b) batteuses mécaniques, trieurs, ainsi que machines à bois dominant	100 kil.	45 »	15 »	5
1111	Horloges d'édifices	valeur	60 %	20 %	
1112	Horloges et pendules de tous genres, non dénommées ailleurs, à poser ou à suspendre, quel qu'en soit le moteur, y compris les horloges en bois (1)	id.	60 %	20 %	
	(1) Cette note est maintenue.				
1113	Réveils avec ou sans musique ou sonnerie	id.	60 %	20 %	
1115	Régulateurs de précision battant la seconde.	id.	60 %	20 %	
1122	Bésicles, lorgnons, monocles, lorgnettes et jumelles de toutes sortes.	id.	60 %	20 %	
Ex 1164	Os :				
	c) Ouvrages non dénommés ni compris ailleurs	id.	60 %	20 %	
Ex 1165	Corne :				
	d) Ouvrages non dénommés ni compris ailleurs	id.	60 %	20 %	
Ex 1166	Fanons de baleine :				
	b) ouvrages non dénommés ni compris ailleurs	id.	60 %	20 %	
Ex 1173	Celluloïd et matières plastiques similaires (viscoïd, cellophané, cellite, galalithe, masses cornées, à base de gélatine, de caséine, etc.) (1) :				
	a) en masses ou en plaques, feuilles, baguettes ou tubes, non polis ni autrement ouvrés	id.	15 %	exempts	
	b) 1. en plaques, feuilles, baguettes ou tubes, moulés, polis ou ayant subi un traitement similaire à la surface.	id.	15 %	5 %	
	2. ébauches d'objets visiblement destinées à être ultérieurement ouvrées	id.	30 %	10 %	
	c. ouvrages non dénommés ni compris ailleurs (2)	id.	60 %	20 %	
	(1) (2) Ces notes sont maintenues.				
1197	Articles de bimbeloterie et de tabletterie, ainsi que tous articles conditionnés pour la vente au détail non dénommés ni compris ailleurs	id.	60 %	20 %	

Nummers.	Aanduiding der goederen.	INVOERRECHTEN.				Coëf- ficient van verhoo- ging.
		Maatstaf.	BEDRAG.			
			Maximum tarief. Fr. C.	Minimum tarief. Fr. C.		
833	Steenen voor juweelen (onechte edelstenen), en breloques al dan niet gekeuren, in glas, niet gemonteerd	waarde	30 t. h.	10 t. h.		
864	Glazen voorwerpen, elders niet genoemd noch begrepen.	id.	45 t. h.	15 t. h.		
Ex 1019	Werken en gemeene metalen, elders niet genoemd : b) artikelen voor het tooisel of bestemd om door personen gedragen te worden (zakgebruik of ander).	id.	60 t. h.	20 t. h.		
Ex 1057	Landbouwmachines (motor niet inbegrepen) en hunne losse stukken : b) mechanische dorschmachines, uitlezers en andere machines waarin het hout overwéegt	100 kil.	45 t. h.	15 t. h.	5	
1111	Horloges voor gebouwen.	waarde	60 t. h.	20 t. h.		
1112	Allerlei horloges en pendules, elders niet ge- noemd, om te zetten of te hangen, welke ook de motor ervan weze, met inbegrip van de houten horloges ⁽¹⁾ (¹) Behoud dezer nota.	id.	60 t. h.	20 t. h.		
1113	Wekkers met of zonder muziek- of slagwerk.	id.	60 t. h.	20 t. h.		
1115	Precisieregulatoren de seconde slaande . . .	id.	60 t. h.	20 t. h.		
1122	Brillen lorgnons, monocles, zakkijskijertjes en dubbelkijkers van alle soort	id.	60 t. h.	20 t. h.		
Ex 1164	Been : c) Werken elders niet genoemd noch be- grepen	id.	60 t. h.	20 t. h.		
Ex 1165	Hoorn : d) Werken elders niet genoemd noch be- grepen	id.	60 t. h.	20 t. h.		
Ex 1166	Walvischbaarden : b) Werken elders niet genoemd noch be- grepen	id.	60 t. h.	20 t. h.		
Ex 1173	Celluloid en dergelijke plastische stoffen (vis- coid, cellophane, cellite, galalithe, hoornachtige massa's, met gelatine, caseïne, enz. tot grondstof) ⁽¹⁾ : a) in mass'as of platen, bladen, staafjes of buisjes, niet gepolijst, noch anders bewerkt b) 1. in platen, bladen, staafjes of buisjes, geslepen, gepolijst of die op het vlak eene dergelijke bewerking hebben ondergaan 2. schetsen van voorwerpen klaarblijke- lijk bestemd om later bewerkt te worden c) werken elders niet benoemd noch begre- pen ⁽²⁾ (¹) en (²) Behoud dezer nota's.	id. id. id. id.	45 t. h. 45 t. h. 30 t. h. 60 t. h.	vrij 5 t. h. 40 t. h. 20 t. h.		
1197	Kramerij- en kunstdraaiwerkartikelen (bimbe- loterie en tabletterie), alsmede al de artikelen geconditioneerd voor den verkoop in 't klein, elders niet genoemd noch begrepen.	id.	60 t. h.	20 t. h.		

Droits d'accise.**ART. 3.**

Le droit d'accise sur la fabrication de la bière est fixé à fr. 1.20 par kilogramme de matières premières déclaré.

L'article 2, § 1^{er} de la loi du 31 décembre 1923 est abrogé.

ART. 4.

Par modification à l'article 7 (nouveau) de la loi du 21 août 1903 (article premier de la loi du 6 février 1923), le droit d'accise sur les sucres fabriqués dans le pays est fixé ainsi qu'il suit :

a) Sucres bruts ou raffinés de toute espèce provenant de la canne ou de la betterave, soit directement, soit par transformation de produits intermédiaires 60 francs les 100 kilogr.

b) Sirops de raffinage : 30 francs les 100 kilogr.

ART. 5.

Le droit d'accise sur la fabrication des glucoses au moyen de féculs, de grains ou d'autres matières similaires, est fixé à fr. 1.20 par hectolitre de jus saccharifié et saturé, mais non filtré, à la densité d'un degré, à la température de 17 1/2 degrés du thermomètre centigrade.

L'article 2 de la loi du 6 février 1923 est abrogé.

ART. 6.

§ 1^{er}. L'article 4, § 1^{er} de la loi du 31 mars 1921, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les boissons ne comprenant pas plus de 15 % d'alcool obtenues par la fermentation naturelle d'une solution composée exclusivement de jus ou moûts de fruits, de sucre et d'eau, sont assujetties à un droit d'accise de 3 francs par hectolitre et par degré d'alcool que ces boissons contiennent.

Accijsrechten.**ART. 3.**

Het accijsrecht op het vervaardigen van bier wordt vastgesteld op fr. 1.20 per kilogram aangegeven grondstof.

Artikel 2, § 1, der wet van 31 December 1923, wordt ingetrokken.

ART. 4.

Met wijziging in nieuw artikel 7 der wet van 21 Augustus 1903 (art. 1 der wet van 6 Februari 1923), wordt het accijsrecht op de suiker in het land vervaardigd, vastgesteld als volgt :

a) *Ruwe of geraffineerde suiker* van alle soort voortkomende van het riet of van den beetwortel hetzij rechtstreeks of bij omzetting van tusschenproducten 60 frank de 100 kilogram.

b) *Raffinagestropen* : 30 frank de 100 kilogram.

ART. 5.

Het accijsrecht op het vervaardigen van druivensuiker door middel van zetmeel, van graan of van andere gelijkwaardige stoffen wordt vastgesteld op fr. 1.20 den hectoliter versuikerd of verzadigd, doch niet gefiltreerd sap, bij de dichtheid van eenen graad, bij 17 1/2 warmtegraden van den honderddeeligen thermometer.

Artikel 2 der wet van 6 Februari 1923 wordt ingetrokken.

ART. 6.

§ 1. Artikel 4, § 1 der wet van 31 Maart 1921, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« *De dranken welke niet meer dan 15 t. h. alcohol inhouden*, en verkregen zijn door natuurlijke gisting van eene oplossing uitsluitend bestaande uit sap of wort van fruit, suiker en water, zijn onderworpen aan een accijsrecht van 3 frank per hectoliter en per graad alcohol welke deze dranken bevatten.

Le Ministre des Finances détermine la proportion maximum de sucre qui peut être ajoutée aux jus ou moûts de fruits en vue de leur fermentation et fixe les conditions que doivent réunir les boissons pour bénéficier du régime prévu à l'alinéa précédent.

§ 2. Toute fabrication non déclarée de boissons tombant sous l'application de l'article 4, § 1^{er} de la loi du 31 mars 1921, et toute manœuvre quelconque ayant pour but de soustraire les produits imposables à la perception du droit, est punie, indépendamment de la confiscation de ces produits et des ustensiles et appareils ayant servi à leur fabrication, d'une amende de 5,000 à 50,000 francs, le tout sans préjudice du recouvrement des droits fraudés.

S'il s'agit de produits rentrant dans les prévisions du § 2 de l'article 4 précité les pénalités applicables sont celles prévues par la loi du 15 avril 1896.

§ 3. Est abrogée la loi du 18 juin 1883 relative au droit d'accise sur la fabrication des vins de fruits secs.

ART. 7.

§ 1^{er} Les taux des droits proportionnels de consommation sur les tabacs fabriqués, établis par l'article 3 de la loi du 31 décembre 1925, sont révisés comme suit :

A. — Cigares : de 10 à 20 %.	du prix de vente au détail, d'après un barème à établir par le Ministre des Finances.
B. — Cigarillos ⁽¹⁾ : de 8 à 18 %	
C. — Cigarettes : de 10 à 30 %	
D. — Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher	
Vendu à l'état sec : de 10 à 20 %	
E. — Tabac à mâcher vendu à l'état humide : 50 centimes au kilogramme.	

(1) Sont considérés comme cigarillos, les menus cigares dont le poids est inférieur à 3 kilogrammes les 1,000 pièces.

De Minister van Financiën bepaalt de maximum verhouding suiker welke bij het sap of wort van fruit mag gevoegd worden met het oog op hunne gisting, en stelt de voorwaarden vast welke deze dranken moeten vereenigen om van het stelsel voorzien bij voorgaand lid te mogen genieten.

§ 2. Alle niet aangegeven vervaardiging van dranken welke onder toepassing vallen van artikel 4, § 1, der wet van 31 Maart 1921, en alle hoegenaamde handelwijze tot doel hebbende de belastbare producten aan de inning van het recht te onttrekken, is strafbaar, benevens de verbeurdverklaring der producten en der gereedschappen en toestellen die tot dergelijke vervaardiging gediend hebben, met eene boete van 5,000 tot 50,000 frank, dit alles onverminderd de ontdoken rechten.

Indien het producten geldt voorzien bij § 2 van voormeld artikel 4, zijn de toepasselijke straffen deze voorzien bij de wet van 15 April 1896.

§ 3. De wet van 18 Juni 1883 betrekkelijk het accijsrecht op de vervaardiging van wijnen van gedroogd fruit wordt ingetrokken.

ART. 7.

§ 1. De percentsbedragen van het evenredig verbruiksrecht op de vervaardigde tabak, vastgesteld bij artikel 3 der wet van 31 December 1925, worden herzien als volgt :

A. — Sigaren : van 10 tot 20 t. h.	van den kleine-verkooprij volgens eenen rooster door den Minister van Financiën vast te stellen.
B. — Cigarillos : ⁽¹⁾ van 8 tot 18 t. h.	
C. — Sigaretten : van 10 tot 30 t. h.	
D. — Rook-, snuif- en droge pruimtabak : van 10 tot 20 t. h.	
E. — Natte pruimtabak : 50 centiem per kilogram.	

(1) Worden als cigarillos beschouwd, de kleine cigaren waarvan het gewicht minder is dan 3 kilogram de 1,000 stuks.

§ 2. Le Ministre des Finances est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour l'application des taux prévus par le § 1^{er} et pour percevoir, le cas échéant, le complément de droits qui résulterait du nouveau barème.

Taxes de consommation.

ART. 8.

L'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1925 est modifié comme suit :

« ARTICLE PREMIER. — Les boissons fermentées mousseuses (vins de Champagne, vins gazéifiés, cidres, hydromels et jus de fruits mousseux et autres boissons similaires sans distinguer si elles moussent naturellement ou artificiellement, à l'exclusion des bières) fabriquées dans le pays ou importées de l'étranger, sont soumises à une taxe spéciale de consommation calculée à raison de 20 % du prix de vente au détail.

» Ce prix s'entend de la valeur de la marchandise, droits et frais compris ».

ART. 9.

Par modification à l'article 2 de la loi du 31 décembre 1925, la taxe spéciale de consommation sur les eaux minérales, naturelles ou artificielles, les eaux gazéifiées ou stérilisées ainsi que les limonades gazeuses, est fixée à 5 centimes par litre.

ART. 10.

§ 1^{er}. Il est établie une taxe spéciale de consommation :

a) Sur les alcools et eaux-de-vie indigènes de toute espèce, déclarés en consommation.

b) Sur les alcools éthyliques, les eaux-de-vie de toute espèce, les liqueurs

§ 2. De Minister van Financiën is gemachtigd de noodige maatregelen te treffen voor de toepassing der percentsbedragen voorzien bij § 1, en voor de inning, in voorkomend geval, van het aanvullend recht voortvloeiend uit den nieuwen rooster.

Verbruikstaxes.

ART. 8.

Artikel 1 der wet van 31 December 1925 wordt gewijzigd als volgt :

« ARTIKEL ÉÉN. — De gegiste schuimdranken (champagnewijn, wijn aan vergassing onderworpen, appeldrank, honingdrank en schuimend fruitsap en andere dergelijke dranken zonder onderscheid of zij natuurlijk of kunstmatig schuimen, ter uitsluiting van bier), in het land vervaardigd of uit den vreemde ingevoerd, worden belast met eene bijzondere verbruikstaxe berekend tegen 20 % van den kleinverkoop prijs.

» Met dien prijs wordt bedoeld de waarde van de koopwaar, rechten en kosten inbegrepen ».

ART. 9.

Met wijziging in artikel 2 der wet van 31 December 1925, wordt de bijzondere verbruikstaxe op het natuurlijk of kunstmatig mineraal water, het aan vergassing onderworpen of gesteriliseerd water alsmede de gashoudende limonaden, vastgesteld op 5 centiem per liter.

ART. 10.

§ 1. Er wordt eene bijzondere verbruikstaxe gelegd :

a) Op den binnenlandsche alcohol en brandewijn van alle soort, in verbruik verklaard.

b) Op den ethylalcohol, brandewijn van alle soort, likeuren en andere

et autres liquides alcooliques importés de l'étranger.

§ 2. Le montant de cette taxe est fixée à 400 francs par hectolitre d'alcool à 50 degrés de l'alcoolmètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade.

Pour les liquides alcooliques en bouteilles ainsi que pour les liqueurs, la taxe est fixée à 800 francs par hectolitre sans distinction de degré.

§ 3. La taxe est payée :

a) Pour les alcools et eaux-de-vie indigènes, au moment de la levée du document permettant d'enlever la marchandise de la distillerie, de l'usine de rectification ou de l'entrepôt public;

b) Pour les produits d'origine étrangère, au moment de l'importation.

§ 4. Le Ministre des Finances est autorisé à prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la perception tant du droit d'accise établi par l'article 2 de la loi du 26 juillet 1924 que de la taxe spéciale instituée par le présent article;

Il peut notamment :

a) Prescrire que tout transport et toute détention d'alcools ou de boissons spiritueuses, même par des personnes autres que celles qui se livrent habituellement au commerce ou à la fabrication des dits produits, doivent être couverts par un document conforme au modèle arrêté par lui;

b) Imposer la tenue de registres de magasin et réglementer le commerce des alcools.

c) Subordonner la circulation des alcools et des boissons spiritueuses à l'administration de la preuve que les droits et taxe ont été effectivement payés et, à défaut de justifications suffisantes, prescrire soit le versement immédiat d'une caution pour ces droits et taxes, soit la consignation de la marchandise;

geestrijke dranken uit den vreemde ingevoerd.

§ 2. Het bedrag dezer taxe is vastgesteld op 400 frank per hectoliter alcohol aan 50 graden van den alcoholmeter Gay-Lussac, temperatuur 15 centigraden.

Voor de geestrijke dranken op flesschen alsmede door de likeuren is de taxe vastgesteld op 800 frank per hectoliter zonder onderscheid van graad.

§ 3. De taxe wordt betaald :

a) Voor den binnenlandschen alcohol en brandewijn, op het oogenblik der lichting van het bescheid dat toelaat de koopwaar weg te nemen uit de stokerij, de overhalingsfabriek op het openbaar stapelhuis;

b) Voor de producten van vreemden oorsprong, op het oogenblik van den invoer.

§ 4. De Minister van Financiën is gemachtigd de noodige maatregelen te treffen ten einde de inning te verzekeren, zoowel van het accijnsrecht vastgesteld bij artikel 2 der wet van 26 Juli 1924 als van de bijzondere taxe ingesteld bij dit artikel.

Hij mag namelijk :

a) Voorschrijven dat alle vervoer en alle bezit van alcohol of geestrijke dranken, zelfs door andere personen dan deze welke zich gewoonlijk aan den handel of de vervaardiging der gezegde producten overleveren, gedekt moeten zijn door een bescheid overeenkomstig het door hem vastgesteld model;

b) Het houden van magazijnregisters opleggen en den handel van den alcohol regelen;

c) Het verkeer van den alcohol en van de geestrijke dranken onderworpen aan het voorleggen van het bewijs dat de rechten en de taxe werkelijk betaald werden en, bij gebrek aan voldoende verrechtvaardigingen, hetzij de onmiddellijke storting van een borgtocht voor die rechten en taxe, hetzij de voor-

le tout sans préjudice des pénalités encourues en cas de fraude ou d'irrégularité.

Les boissons spiritueuses visées au présent paragraphe sont celles définies par l'article 3 de la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool.

§ 5. Les dispositions des articles 11 à 14 de la loi du 12 décembre 1912 sont rendues applicables à la taxe spéciale établie par le présent article.

Tombent sous l'application des articles 12 à 14 de la même loi, les infractions aux mesures prises par le Ministre des Finances en vertu du § 4.

§ 6. L'article 14, § 1^{er}, litt. b de la loi du 10 août 1923, modifié par l'article 97 de la loi du 2 janvier 1926 est abrogé.

Toutefois, la taxe établie par cette disposition continuera à être appliquée d'après les modalités déterminées par le Ministre des Finances sur toutes les boissons de l'espèce qui, au moment de la mise en vigueur de la présente loi, se trouveront sous le régime de la consommation, soit dans les magasins des fabricants de liqueurs, négociants, revendeurs, etc., ainsi que dans les magasins de libre pratique des distillateurs et des rectificateurs, soit enfin en cours de transport.

ART. 11.

§ 1^{er}. Les vins non mousseux de toute espèce et les boissons y assimilées (vins, jus et moûts de raisin ou d'autres fruits apéritifs à base de vins, etc. non mousseux) fabriqués dans le pays ou importés de l'étranger, sont soumis à une taxe spéciale de consommation, calculée à raison de 15 % de la valeur des produits au moment soit de leur enlèvement de la fabrique, soit de leur importation, droits et frais compris.

loopige inbeslagneming der goederen voor te schrijven, dit alles onverminderd de beloopte straffen in geval van smokkel of onregelmatigheid.

De geestrijke dranken in dit lid bedoeld zijn deze beschreven bij artikel 3 der wet van 29 Augustus 1919 op het stelsel van den alcohol.

§ 5. De schikkingen van artikels 11 tot 14 der wet van 12 December 1912 zijn toepasselijk gemaakt op de bijzondere taxe ingesteld bij het onderhavig artikel.

Vallen onder toepassing der article 12 tot 14 derzelfde wet, de overtredingen aan de maatregelen door den Minister van Financiën getroffen krachtens § 4.

§ 6. Artikel 14, § 1, litt. b der wet van 10 Augustus 1923, gewijzigd bij artikel 97 der wet van 2 Januari 1926 wordt ingetrokken.

Evenwel zal de bij die schikking ingestelde taxe nog toegepast worden volgens de bij den Minister van Financiën te bepalen modaliteiten op al de dergelijke dranken welke zich op het oogenblik van het in voege treden dezer wet, onderverbruiksregime bevinden, hetzij in de magazijnen der likeurfabrikanten, handelaars, wederverkoopters enz., hetzij in de magazijnen van vrij verkeer der stokers en overhalers, hetzij, ten slotte, in gang van vervoer.

ART. 11.

§ 1. De niet schuimende wijnen van alle soort en de daarmee gelijkgestelde dranken (wijn, sap en wort van druiven en ander fruit, wijnaperitif, enz. welke niet schuimend zijn) vervaardigd in het land of uit den vreemde ingevoerd, zijn onderworpen aan eene bijzondere verbruikstaxe berekend op grond van 15 t. h. van de waarde der producten, rechten en onkosten inbegrepen, op het oogenblik, hetzij hunner wegneming uit de fabriek, hetzij van hunnen invoer.

§ 2. Le Ministre des Finances fixe le mode de perception de la taxe, ainsi que les mesures nécessaires pour l'exécution du présent article.

§ 3. Sont rendues applicables à la taxe spéciale de consommation visée au § 1^{er}; les articles 4, 5 et 6 de la loi du 31 décembre 1925 établissant une taxe spéciale de consommation sur les boissons fermentées mousseuses.

Dispositions communes aux droits d'accise et aux taxes de consommation.

ART. 12.

§ 1^{er}. Les industriels et commerçants qui se livrent à la fabrication ou au commerce de produits soumis à un droit d'accise ou à une taxe spéciale de consommation sont tenus, sous peine d'une amende de 1,000 à 10,000 francs, de communiquer sans déplacement, à toute réquisition des agents de l'Administration des douanes et accises, leurs factures, livres et autres documents de comptabilité dont la production serait jugée nécessaire.

§ 2. Le Ministre des Finances détermine les catégories d'agents spécialement qualifiés pour requérir la communication des factures, livres ou documents précités.

ART. 13.

Le Ministre des Finances est autorisé à organiser d'après les bases qu'il détermine la surveillance dans les établissements ou usines dont les produits sont soumis à un droit d'accise ou à une taxe spéciale de consommation.

Il peut aussi faire rembourser par les intéressés les frais occasionnés par la surveillance de leurs établissements ou usines.

§ 2. De Minister aan Financiën bepaalt de wijze van inning der taxe, alsmede de noodige maatregelen voor de uitvoering van dit artikel.

§ 3. Worden toepasselijk gemaakt op de bijzondere verbruikswijze beoogd onder § 1, de artikelen 4, 5 en 6 der wet van 31 December 1925 welke een bijzondere verbruikstaxe op de gegiste schuimdranken instelt.

*Gemeenschappelijke bepalingen
voor de accijsrechten
en voor de verbruikstaxes.*

ART. 12.

§ 1. De nijveraars en handelaars welke zich aan de vervaardiging of den handel der producten onderworpen aan een accijsrecht of aan eene bijzondere verbruikstaxe overleveren, zijn er toe gehouden, op straf van eene boete van 1,000 tot 10,000 frank, zonder verplaatsing, op elk verzoek der agenten van het Beheer der Douanen en Accijzen, hunne facturen, boeken en anderen bescheiden der rekenplichtigheid waarvan de overlegging zal noodig geacht zijn, te vertoonen.

§ 2. De Minister van Financiën duidt de klassen der agenten aan die bijzonder gemachtigd zijn om de mededeeling der voormelde facturen, boeken of bescheiden te eischen.

ART. 13.

De Minister van Financiën is gemachtigd de bewaking in te richten, volgens de grondslagen welke hij bepaalt, in de inrichtingen of fabrieken waarvan de producten aan een accijsrecht of eene bijzondere verbruikstaxe onderworpen zijn.

Hij mag insgelijks door de belanghebbenden de onkosten doen uitkeeren, welke veroorzaakt zijn door de bewaking hunner inrichtingen of fabrieken.

ART. 14.

Suivant la tenue de valeur des marchandises ou les contingences économiques, le Gouvernement pourra affecter d'un coefficient de majoration les droits d'accise et les taxes spéciales de consommation existant à la date de ce jour ou créés par la présente loi, hormis ceux perçus d'après la valeur des marchandises.

Toutes mesures prises en exécution du présent article seront soumises aux Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

Dispositions transitoires.

ART. 15.

§ 1^{er}. Les essences et huiles minérales tombant sous les littéras *b* et *c* du n° 195 du Tarif des douanes ainsi que les tabacs non fabriqués non écôtés et écôtés, repris sous le n° 277 *a* et *b* du dit Tarif, et se trouvant à la date du 2 juin 1926 sous le régime de la consommation, soit dans les établissements, dépôts ou magasins des fabricants, négociants, grossistes ou demi-grossistes, soit en cours de transport, sont passibles des droits d'entrée établis par la présente loi, sous déduction des droits qui auraient été acquittés déjà.

§ 2. Quiconque, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, détient des produits auxquels s'appliquent les dispositions du § 1^{er} doit, endéans les quarante-huit heures, en faire la déclaration détaillée par écrit, au bureau ou à la succursale des douanes ou accises du ressort et acquitter dans le délai qui sera fixé par le Ministre des Finances, le droit ou le supplément de droit exigible.

ART. 14.

Volgens den stand der waarde van de koopwaren of de economische gebeurlijkheden, mag de Regeering de accijnsrechten en de bijzondere verbruikstaxen welke heden bestaan of die door de huidige wet ingesteld worden, met een coëfficiënt van verhooging treffen, behalve die geïnd volgens de waarde der koopwaren.

Alle maatregelen getroffen in uitvoering van dit artikel zullen aan de Kamers onderworpen worden, aanstonds indien zij vereenigd zijn, zooniet bij de eerstvolgende zitting.

Overgangsbepalingen.

ART. 15.

§ 1. De essence en de minerale oliën bedoeld onder de letters *b* en *c* van n° 195 van het Toltarief, alsmede de niet gestroopte en gestroopte niet vervaardigde tabak begrepen onder n° 277 *a* en *b* van het Tarief en welke zich op den datum van 2 Juni 1926 onder verbruiksregime bevinden, hetzij in de inrichtingen, in de bewaarplaatsen of in de magazijnen der fabrikanten, handelaars, groothandelaars of half-groothandelaars, hetzij in gang van vervoer, zijn onderworpen aan de invoerrechten ingesteld bij deze wet mits aftrekking der rechten die reeds zouden betaald geweest zijn.

§ 2. Al wie op het oogenblik der invoere treding dezer wet producten bezit, waarop de schikkingen van § 1 toepasselijk zijn, moet binnen de 48 uren, schriftelijk op het kantoor of hulpkantoor der douanen of accijzen van het gebied, eene omstandige aangifte ervan overleggen, en binnen het tijdperk welk door den Minister van Financiën zal vastgesteld worden het vereischte recht of bijkomend recht betalen.

§ 3. — Le Ministre des Finances est autorisé à prescrire les mesures nécessaires pour assurer la perception des droits ou des suppléments de droits établis par le § 1^{er}.

§ 4. — Toute omission de remettre la déclaration prescrite par le § 2, toute remise d'une déclaration inexacte ou incomplète et toute manœuvre ayant pour but d'éluder les droits ou les droits supplémentaires exigibles, sont punies d'une amende égale au décuple des droits fraudés, ce indépendamment du paiement de ces droits et de la confiscation de la marchandise.

Toute infraction aux mesures prises en exécution du § 3 est punie d'une amende de 1,000 à 5,000 francs.

Les produits régulièrement déclarés comme il est stipulé au § 2, mais pour lesquels les droits ou suppléments de droits n'auront pas été acquittés à la date prescrite, seront confisqués.

Taxe d'entrepôt.

ART. 16.

Il peut être mis à charge des concessionnaires d'entrepôts fictifs, en compensation des frais d'administration et de surveillance, une taxe spéciale, au profit de l'État, dont le tarif est fixé par le Ministre des Finances.

Mise en exécution de la loi.

ART. 17.

§ 1^{er}. Sortiront leurs effets à partir du 2 juin 1926 les dispositions des articles ci-après :

1° L'article 2, en tant qu'il se rapporte aux essences et huiles minérales, tombant sous les litt. *b.* et *c.* du n° 193 du Tarif des douanes;

2° L'article 4, qui augmente le taux

§ 3. De Minister van Financiën is gemachtigd de noodige maatregelen voor te schrijven om de inning der rechten en bijkomende rechten ingesteld bij § 1 te verzekeren.

§ 4. Alle verzuim van de bij § 2 voorgeschreven verklaring af te geven, alle voorlegging van eene onjuiste of onvolledige aangifte en alle handeling tot doel hebbende de vereischte rechten of bijkomende rechten te ontduiken, zijn strafbaar met eene boete gelijk aan het tienvoud der gesloken rechten, onverminderd de betaling die rechten en de verbeurdverklaring der koopwaar.

Alle inbreuk op de maatregelen genomen in uitvoering van § 3 wordt gestraft met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank.

De producten regelmatig aangegeven zooals bepaald bij § 2, maar waarover de rechten of de bijkomende rechten op voorgeschreven datum niet zouden betaald zijn, zullen verbeurd verklaard worden.

Entrepottaxe.

ART 16.

Eene bijzondere taxe ten bate van den Staat, waarvan het bedrag vastgesteld wordt door den Minister van Financiën, mag ten laste gelegd worden van de concessionarissen van fictieve entrepôts, ter compensatie der kosten van beheer en van toezicht.

In voege stelling der wet.

ART. 17.

§ 1. De schikkingen van volgende artikelen zullen met ingang van 2 Juni 1926 hun uitwerksel hebben :

1° Artikel 2 voor zooveel het betrekking heeft op essences en minerale oliën, bedoeld onder de letters *b* en *c* van n° 193 van het Toltarief;

2° Artikel 4 welk het percent van

du droit d'accise sur les sucres et les sirops de raffinage ;

3° Les articles 10 et 11, qui établissent une taxe spéciale de consommation, le premier sur les alcools, les eaux-de-vie et les autres liquides alcooliques, le second sur les vins non mousseux de toutes espèces et les boissons y assimilées.

§ 2. A partir de la même date, les droits d'entrée sur les produits suivants seront calculés d'après les taux de base et coefficients indiqués en regard de chacun d'eux, étant entendu que ces coefficients demeurent susceptibles de révision ultérieurs en vertu de l'article 9, nouveau, de la loi du 8 mai 1924.

accijnsrecht op de suiker en de raffinargestroten verhoogt ;

3° De artikelen 10 en 11 welke eene bijzondere verbruikstaxe instellen, het eerste op den alcohol, den brandewijn en de andere geestrijke dranken, het tweede op de niet schuimende wijnen van allen aard en de daarmede gelijkgestelde dranken.

§ 2. Van denzelfden datum af zullen de invoerrechten op de volgende producten berekend worden volgens de grondslagrechten en coëfficiënten welke tegenover ieder hunner aangeduid zijn, met dien verstande dat die coëfficiënten voor latere herziening vastbaar blijven krachtens artikel 9, nieuw, der wet van 8 Mei 1924.

Numéros.	Désignation des marchandises.	Droit de base.	Coefficient.
235	Sucres de canne et de betterave	40	2.5
236	Autres sucres	40	2.5
238	Sirops de toute espèce :		
	b) non dénommés	30	2.5
277	Tabacs non fabriqués :		
	a) non écôtés	120	2
	b) écôtés	240	2
	c) côtes de tabac et succédanés du tabac	120	2

Nummers.	Aanduiding der goederen.	Grondslagrechten.	Coëfficiënt.
235	Rietsuiker en beetwortelsuiker	40	2.5
236	Andere suiker	40	2.5
238	Strophen van allen aard :		
	b) niet genoemde	30	2.5
277	Niet verwaardigde tabak :		
	a) niet gestroopt	120	2
	b) gestroopt	240	2
	c) tabaksribben en tabakssurrogaten	120	2

§ 3. Le Gouvernement fixera par arrêté royal la date de la mise en vigueur des autres dispositions.

§ 3. De Regeering zal bij Koninklijk besluit den datum vaststellen van het in voege treden der andere schikkingen.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 1926.

Gegeven te Brussel, den 2 Juni 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur.
et de l'Hygiène,*

VAN KONINGSWEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Sciences | De Minister van Wetenschappen
et des Arts, en Kunsten,*

CAM. HUYSMANS.

*Le Ministre des Finances | De Minister van Financiën
et Ministre des Colonies, en Minister van Koloniën,*

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture | De Minister van Landbouw
et Ministre des Travaux publics, en Minister van Openbare Werken,*

H. BAEELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail | De Minister van Nijverheid, Arbeid
et de la Prévoyance sociale, en Sociale Voorzorg,*

J. WAUTERS.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine, | De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Postes, Télégraphes, Téléphones Posterijen, Telegrafen, Telefonen
et Aéronautique, en Luchtvaart,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,

DE BROQUEVILLE.

Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,

E. FRANQUI.

(XXII)

CHAMBRE des Représentants.

Projet de loi revisant le tarif des
douanes ainsi que certains droits
d'accise, et établissant ou revisant
des taxes de consommation.

EXPOSÉ DES MOTIFS

ERRATA

- Page 8. — *Bières* : 18^e ligne :
Lire 130,000,000 au lieu de 120,000,000
- Page 11. — *Boissons fermentées mousseuses* :
6^e ligne :
Lire 8,000,000 au lieu de 6,000,000
- Page 11. — *Eaux-de-vie* : 14^e ligne :
Lire 25,000,000 au lieu de 20,000,000
- Page 12. — *Vins non mousseux* : 13^e ligne :
Lire 33,000,000 au lieu de 31,000,000

Page 14. — Les chiffres figurant à cette page sont à remplacer par ceux ci-après :

Douanes	{	Rajustement des coefficients	132,000,000	}	331,000,000
		Impositions nouvelles	199,000,000		
Accises	{	Bières	130,000,000	}	177,000,000
		Sucres et glucoses	21,000,000		
		Boissons fermentées	1,000,000		
		Tabac	25,000,000		
Taxes de consommation.	{	Vins mousseux	8,000,000	}	72,000,000
		Eaux minérales	6,000,000		
		Alcools	25,000,000		
		Vins	35,000,000		
ENSEMBLE . . . fr.			580,000,000		

Bladz. 14. — De op die bladzijde voorkomende cijfers te vervangen door de volgende :

Douanen . . .	{	Wederaanpassing van coëfficiënten	132,000,000	{	351,000,000
		Nieuwe belastingen	199,000,000		
Accijnzen . . .	{	Bier	130,000,000	{	177,000,000
		Suiker en druivensuiker	21,000,000		
		Gegiste dranken	1,000,000		
		Tabak	25,000,000		
Verbruikstaxes .	{	Schuimwijn	8,000,000	{	72,000,000
		Mineraal water	6,000,000		
		Alcohol	25,000,000		
		Wijn	35,000,000		
TE ZAMEN . . . fr.			580,000,000		